

ÉCOFÉMINISME ET VOIX AUTOCHTONES : PERSPECTIVES DANS UN CONTEXTE
D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Par
Amandine Gournay

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable
en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Marc André Fortin

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Octobre 2019

SOMMAIRE

Mots-clés : écoféminisme, adaptation, changements climatiques, genre, justice climatique, résistance autochtone

L'écoféminisme jette la lumière sur le lien étroit entre le féminisme et l'écologie. Ce courant de pensée repose sur le postulat selon lequel l'oppression des femmes et la destruction de la nature sont intrinsèquement reliées en ce qu'elles trouvent racine dans les mêmes structures de domination, patriarcales et capitalistes. Bien qu'à l'origine les contours de ce courant furent tracés par Françoise d'Eaubonne au début des années 1970, l'écoféminisme s'est véritablement construit autour de deux événements historiques principaux, soit la révolution verte de l'agriculture en Inde et la lutte antinucléaire aux États-Unis. Les périodes entourant ces deux événements sont abordées dans le cadre du présent essai, au sein d'une mise en contexte visant à retracer l'émergence de l'écoféminisme.

L'objectif poursuivi consiste à démontrer les apports de l'écoféminisme dans une perspective d'adaptation aux changements climatiques, tout en portant une attention particulière au contexte autochtone canadien. En matière d'adaptation aux changements climatiques, la reconnaissance du lien existant entre genre et climat est fondamentale. Ce lien est d'autant plus éloquent dans les pays dits « du Sud », où les femmes sont directement dépendantes des ressources naturelles afin d'assurer la subsistance de leur famille. La question de l'accès à l'eau en est un exemple éloquent.

Au cours des dernières décennies, plusieurs mouvements menés par des femmes en faveur de la protection de l'environnement ont montré que les femmes doivent être considérées, non pas uniquement comme étant particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques, mais également comme se trouvant en ligne de front de la lutte environnementale.

En outre, certains événements récents relatifs à la politique canadienne permettent de tisser des liens entre les enjeux écoféministes et autochtones, notamment en matière d'extractivisme et plus particulièrement le cas de l'expansion du pipeline Trans Mountain. En politique canadienne relative aux changements climatiques, se doter d'un cadre conceptuel écoféministe décolonial est crucial. Il s'agit donc de reconnaître les femmes comme actrices de changement en matière d'adaptation aux changements climatiques, de reconnaître les formes d'oppression s'exerçant sur les femmes autochtones et de faire place à l'expression des voix féminines autochtones dans la recherche de solutions.

REMERCIEMENTS

Tout d’abord, je tiens à remercier mon directeur d’essai, Marc André Fortin, d’avoir été un parfait mélange d’enthousiasme, d’encouragements, d’optimisme et de disponibilité. Merci de m’avoir aidée à trouver mon chemin lorsque je me perdais au détour de nouvelles idées et avenues de recherches potentielles. Ton apport a été nécessaire à la construction d’un fil conducteur et à ma capacité à y voir plus clair tout au long de ma rédaction.

Je souhaite aussi exprimer beaucoup de gratitude à Sophie Valence-Doucet, pour ses encouragements et toutes nos séances d’étude en commun, même les plus courtes et celles qui étaient en fait un prétexte pour déguster un brownie. Merci à Sophie-Laurence H. Lauzon et à nos séances dans des cafés pour se motiver mutuellement et à Flavie Gauthier-Chamard, pour m’avoir aidée à croire en ma capacité à me rendre jusqu’au bout.

Merci à mes parents, pour m’avoir poussée à terminer ce que j’avais commencé et m’avoir encouragée à persévérer.

Merci également à toutes les personnes ayant démontré de l’intérêt envers mon sujet d’essai et aux élans de motivation que cela générait lorsque je retombais dans le doute. Votre curiosité et votre désir d’en savoir plus m’ont motivée à aller de l’avant.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. MISE EN CONTEXTE	3
1.1 L'émergence de l'écoféminisme	3
1.1.1 L'écoféminisme sous la plume d'Eaubonne.....	4
1.1.2 L'écoféminisme, à l'intersection des luttes féministe et écologiste	5
1.2 Éléments de définition de la théorie écoféministe	8
1.2.1 Définition du concept d'intersectionnalité	9
1.3 Vandana Shiva et son apport considérable à la construction de la vision écoféministe	11
1.4 La pluralité du mouvement écoféministe.....	12
1.5 Genre et climat.....	15
1.5.1 Exemples spécifiques relatifs au genre et au climat	18
1.5.2 Les changements climatiques	19
1.5.3 L'enjeu de l'accès aux ressources en eau	21
2. LUTTES FÉMININES ENVERS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET VOIX AUTOCHTONES	22
2.1 L'exemple du mouvement Chipko.....	22
2.2 La réalité autochtone.....	23
2.3 Les impacts de l'extractivisme.....	26
2.3.1 Femmes, extractivisme et violence environnementale	28
2.3.2 Les femmes autochtones au sein des processus de décision	29
2.3.3 <i>Idle No More</i>	30
2.4 Enjeux de politique canadienne	31
2.4.1 Le cas de l'expansion du pipeline Trans Mountain.....	31
2.4.2 Déclaration d'urgence climatique.....	34
2.4.3 Violence à l'égard des femmes.....	37
2.4.4 Les impacts du projet sur les communautés	38
2.4.5 L'empreinte écologique de l'extraction des sables bitumineux	39
2.5 La notion de consentement libre et éclairé et les droits autochtones	40
2.6 Les formes de colonialisme aujourd'hui.....	41
3. ANALYSE	43
3.1 La femme vertueuse ou vulnérable	43
3.2 La critique essentialiste.....	45
3.3 La critique du privilège.....	46
3.4 L'écoféminisme, une avenue pour faire face à la crise écologique?	47

3.5	Avenues et solutions quant à l'intégration de la perspective de genre au sein de la lutte et l'adaptation aux changements climatiques	50
3.6	Considérations politiques	51
CONCLUSION.....		53
LISTE DES RÉFÉRENCES.....		55
BIBLIOGRAPHIE.....		65

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 2.1 Projet d’expansion du réseau de Trans Mountain32

Figure 2.2 Historique récent du pipeline Trans Mountain.....33

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

BPC	Biphényles polychlorés
°C	Degrés Celsius
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CO ₂	Dioxyde de carbone
DDT	Dichlorodiphényltrichloroéthane
FAQ	Femmes autochtones du Québec
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
HCR	Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONÉ	Office national de l'énergie
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
RQGE	Réseau québécois des groupes écologistes
WECAN	<i>Women's Earth & Climate Action Network</i>

LEXIQUE

Cadre conceptuel patriarcal	Tel que défini par Warren (1987), il s'agit d'un cadre conceptuel composé de valeurs, croyances et attitudes traditionnellement identifiées par les hommes comme étant la norme ou comme étant supérieures par rapport à d'autres. En d'autres termes, il s'agit de leur conférer davantage de prestige et de crédibilité. Le cadre conceptuel patriarcal se base notamment sur la pensée hiérarchique selon laquelle l'homme est supérieur à la femme et la culture est supérieure à la nature. C'est cette pensée hiérarchique patriarcale qui donne naissance à la logique de domination.
Écologie profonde	De <i>deep ecology</i> , un terme inventé par Arne Naess. Il s'agit d'une philosophie selon laquelle les êtres vivants ont une valeur intrinsèque et indépendante de leur caractère utile pour l'être humain.
Économie de subsistance	Pour les peuples autochtones, est définie comme étant le droit d'accéder aux ressources naturelles et de les utiliser comme denrées de base pour la communauté et les ancêtres, et le droit de les vendre ou de les échanger (Treaty, Lands & Resources Department, Tsleil-Waututh Nation, s. d.).
Extractivisme	Est défini comme référant à toute activité ou situation impliquant une forme d'extraction de richesse naturelle (minéral, pétrole, etc.) généralement destinée à la revente sur des marchés internationaux. Il désigne maintenant un véritable modèle de développement économique (Hébert et Tremblay-Pépin, 2013). Il s'agit également d'un terme utilisé pour désigner des pratiques de déforestation et la construction de méga-barrages. D'un point de vue historique, l'extractivisme a été bénéfique pour les pays du Nord, au détriment des pays du Sud, où les communautés autochtones sont souvent celles qui en subissent le plus les impacts négatifs. (Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 2019)
Féminisme	Est défini comme un mouvement ayant comme but de lutter contre les formes de discrimination dont les femmes sont victimes, de viser l'émancipation de celles-ci et de garantir l'égalité entre les hommes et les femmes sur divers plans, notamment les plans politique, économique, culturel et social (Perspective monde, 2019).
Gouvernance	Est définie comme la façon dont les individus qui composent la société se regroupent pour prendre des décisions (Institut sur la gouvernance, 2019). L'Institut sur la gouvernance pose les trois questions suivantes comme permettant de mieux définir la gouvernance : <ol style="list-style-type: none">1- Qui fait entendre sa voix dans le processus décisionnel?2- Quel est le processus décisionnel?3- Qui est imputable dans le processus décisionnel?
Intersectionnalité	Est définie comme l'interaction simultanée de plusieurs formes de domination ou de discrimination qui constituent un système d'oppression et donc l'accumulation des préjudices subis par l'individu (Grand dictionnaire terminologique de l'Office québécois de la langue française, 2019). Ces formes de discrimination sont notamment le racisme, le

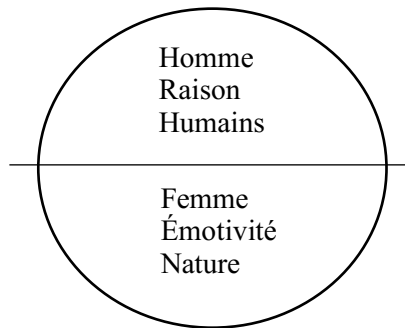
sexisme, l'âgisme, etc. Ce principe repose sur les postulats suivants : les différentes oppressions sont vécues simultanément, ne sont pas dissociables, s'alimentent mutuellement et on doit s'y attaquer de façon simultanée sans les hiérarchiser. (Comité québécois femmes et développement, s. d.)

Justice climatique

Est définie en tant que principe faisant le pont entre les droits humains et le développement. C'est un principe qui implique notamment la protection des droits des populations les plus vulnérables et le partage équitable des avantages et contrecoups des changements climatiques. (Mary Robinson Foundation, 2019)

Logique de domination

Est définie par Karen J. Warren (1987) comme étant une façon de penser hiérarchique qui justifie la subordination d'un groupe considéré comme étant inférieur à un autre groupe, et le cantonne dans cette position. Cette logique a donc pour effet de légitimer certaines inégalités. Un exemple souvent mis de l'avant est celui de la domination de l'humain sur la nature, ou encore de la raison sur l'émotion.



Patriarcat

Est défini par le Larousse comme une forme d'organisation sociale au sein de laquelle les hommes sont détenteurs du pouvoir et de l'exercice de celui-ci, notamment dans les sphères politique, économique et religieuse, et ce, par rapport à la femme (Larousse, 2019). Dans le cadre de cet essai, le patriarcat est entendu en tant que « forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'autorité par les hommes » (Bonte et Izard, 1991).

INTRODUCTION

L'intégration de la dimension de genre dans la lutte et l'adaptation aux changements climatiques demeure aujourd'hui marginale. Les solutions aux défis climatiques étant souvent appréhendées sur des bases scientifiques, économiques ou technologiques, les analyses sont encore peu « ancrées en termes sociaux, sensibles au genre » (Réseau québécois des groupes écologistes, 2014). Dans le cadre du présent essai, l'hypothèse selon laquelle les différents outils permettant de faire face aux changements climatiques – décisions politiques, actions individuelles et actions collectives - doivent intégrer la dimension de genre afin d'être efficaces, durables et afin d'éviter de creuser le fossé des inégalités est formulée.

L'objectif poursuivi est donc de démontrer les apports potentiels de l'écoféminisme dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques et d'analyser le rôle des femmes dans la recherche de solutions à la crise climatique. Cet essai vise plusieurs objectifs spécifiques. Le premier consiste à démontrer et explorer le lien existant entre le genre et le climat, en portant une attention particulière au contexte autochtone canadien. Le deuxième objectif consiste à présenter des exemples concrets, historiques et plus récents, de mouvements de contestation initiés par des femmes vis-à-vis d'enjeux environnementaux et leurs répercussions. Un autre objectif est d'analyser la similarité des mécanismes de domination s'exerçant sur les femmes et sur la nature et de mettre en lumière le principe d'intersectionnalité des luttes et son importance dans la lutte écoféministe et l'adaptation aux changements climatiques. Le dernier objectif consiste à aborder la question de l'extractivisme au Canada et à tisser des liens entre les politiques canadiennes en cette matière et certains enjeux relatifs au genre et à la réalité autochtone.

Puis, le présent essai s'intéresse à dresser de brèves études de cas à l'échelle locale¹. Il s'agit de mettre en parallèle la façon dont les femmes sont à l'avant-garde² de la lutte aux changements climatiques et dont elles sont simultanément les premières à en subir les conséquences. Cette vulnérabilité particulière, au-delà de constituer une embûche, constitue un véritable levier d'action dans la mobilisation des femmes quant à l'adaptation aux changements climatiques et leurs revendications pour davantage de justice climatique. Par conséquent, les femmes sont souvent au premier plan « des luttes pour la défense de la vie, de l'environnement, de l'eau et des cultures et territoires ancestraux » (traduction libre de : Femmes autochtones du Québec [FAQ], 2019). Les projets d'extraction constituent un objet d'analyse éloquent afin de concevoir le rôle fondamental de mobilisation et de résistance des femmes (FAQ, 2019). Le projet

¹ Bien qu'il s'agisse d'une problématique globale, les actions relatives à l'adaptation aux changements climatiques sont souvent situées à l'échelle locale.

² Traduction à partir de l'expression anglaise « *at the forefront* ».

d'expansion du pipeline Trans Mountain sera présenté afin de discuter de la notion de consentement libre, préalable et éclairé et de la mise sous silence des voix autochtones.

En outre, l'analyse permettra de mettre en exergue les relations de pouvoir entre les genres, qui viennent influencer nos façons de concevoir, de répondre et de réfléchir aux changements climatiques. L'analyse présentera deux critiques parfois adressées à la théorie écoféministe, soit la critique de l'essentialisme et celle du privilège, de même que la dichotomie de la femme soit vertueuse soit vulnérable vis-à-vis des changements climatiques.

Pour y parvenir, des sources variées sont traitées et une attention particulière est portée à la fiabilité de celles-ci et à la présentation du point de vue d'auteurs, chercheurs et activistes, notamment, issus de différents contextes culturels. Des sources provenant d'organisations et d'individus autochtones sont utilisées en vue de faire ressortir les voix autochtones et faire le pont avec les voix non-autochtones. Des documents gouvernementaux et articles de presse sont également utilisés. Pour ce qui est de la mise en contexte, les quelques auteurs mis de l'avant ont été sélectionnés pour leur pertinence, de même qu'en raison de la reconnaissance de leur apport à la théorie écoféministe dans la littérature.

1. MISE EN CONTEXTE

Cet essai repose en partie sur l'une des nombreuses avenues de recherche traitées par la littérature et portant sur la dimension humaine des changements climatiques, soit celle de la vulnérabilité et l'adaptation (Cameron, 2012). En effet, il s'agit d'analyser les apports de l'écoféminisme quant à l'adaptation aux changements climatiques, tant d'une perspective globale que d'une perspective locale, en particulier dans le contexte autochtone³ canadien. L'adaptation aux changements climatiques consiste à anticiper les impacts de ceux-ci en se dotant de mesures permettant de « prévenir ou d'atténuer les dommages qu'ils peuvent causer ou de tirer parti des opportunités qu'ils sont susceptibles de générer » (Commission européenne, s. d.). Puisque les changements climatiques constituent un phénomène qui ne connaît pas de frontières, l'adaptation est une stratégie qui a sa pertinence tant à l'échelle locale que nationale et internationale. Toutefois, puisque la gravité et la nature des effets des changements climatiques varient selon les régions, « la plupart des initiatives d'adaptation seront prises au niveau local » (Commission européenne, s. d.). Pour Whyte (2014), l'adaptation fait référence aux ajustements mis en place par les populations en réponse aux variations écologiques induites par les changements climatiques, tels que des actions, programmes et politiques, voire une relocalisation permanente.

Ce premier chapitre dresse le portrait tout d'abord historique de l'apparition du terme « écoféminisme », afin de positionner ses fondements.

1.1 L'émergence de l'écoféminisme

Dans les années 1950, Simone de Beauvoir suggérait que l'affinité entre les femmes et la nature était issue de leur exploitation commune par les hommes, notamment à travers son ouvrage *Le deuxième sexe* (1949). De Beauvoir critiquait l'essentialisation des rôles sociaux attribués aux hommes et aux femmes et « la naturalisation du rapport de domination des hommes sur les femmes » (Gandon, 2009). Pour elle, il est nécessaire que les femmes s'émancipent de l'immanence imposée par la société patriarcale, soit « de l'enfantement et l'ensemble des tâches domestiques que les hommes ont confiées aux femmes, naturellement, dans la suite logique de leur rôle, naturel, de mère » (Gandon, 2009).

³ L'auteure de cet essai est consciente qu'elle se prononce sur des enjeux relatifs à une réalité qui n'est pas la sienne, soit la réalité autochtone, appartenant à un contexte dont elle n'est pas issue. Elle écrit donc d'un point de vue académique, à l'aide d'une méthodologie et une approche qui utilise les voix, expériences et critiques des autochtones autant que possible. De plus, comme l'exprime Sherilyn MacGregor (2010), qui enseigne dans le domaine de la politique environnementale, elle est consciente, puisqu'elle évolue dans un pays développé, que les travaux académiques peuvent contribuer à une mise sous silence et une fausse représentation des personnes des pays en voie de développement, malgré les meilleures intentions.

Suivant De Beauvoir, la biologiste Rachel Carson publiait en 1962 l'ouvrage *Silent spring* portant sur les effets dévastateurs du dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT), utilisé comme insecticide. Carson tissait alors le lien entre l'utilisation du DDT contre les insectes nuisibles aux récoltes et ses conséquences dévastatrices sur les animaux, la santé humaine et les systèmes naturels, notamment en raison de l'accumulation du composé chimique dans les tissus. Cette publication, qui a grandement influencé le mouvement environnemental aux États-Unis, s'inscrivait dans les débuts de l'écoféminisme en ce qu'elle dénonçait le contrôle de la nature par l'être humain à l'aide de la chimie, et ce, au nom du progrès. En effet, en plus d'alerter quant aux graves conséquences de la contamination de l'environnement par l'être humain, Carson remettait en question l'approche techniciste des questions environnementales. (Carson, 1962)

Pour Marijke Colle, féministe et militante en faveur de la protection de l'environnement, diplômée en biologie de la Ghent State University, la conscience écoféministe a émergé dans les pays en voie de développement, là où les individus, et particulièrement les femmes, sont affectés par les problématiques liées à la dégradation de l'environnement de façon plus prononcée et visible (Colle, 2019). Les débuts concrets du mouvement écoféministe remontent à l'aube des années 1970, avec notamment le mouvement Chipko, qui sera davantage décrit au chapitre 2. Puis, l'émergence de l'écoféminisme dans les pays développés, surtout aux États-Unis et en Europe, est quant à elle intrinsèquement reliée à un contexte politique de course à l'armement nucléaire dans le cadre de la guerre froide au début des années 1980. Elle s'inscrit également dans le contexte de la publication en 1972 du rapport du Club de Rome intitulé *Les limites à la croissance* et de déforestations massives. (Hache, 2016) Il s'agit d'une :

« Expérience collective, de centaines voire de milliers de femmes, face à la menace que fait peser sur leur vie et celle de leurs enfants la course à l'armement nucléaire liée à la guerre froide, de leur colère devant cette mainmise sur leur vie et leur avenir, et de la volonté de faire quelque chose plutôt que de subir de manière isolée et passive cette terreur [...] » (Hache, 2016).

Bien que le féminisme et l'écologie soient deux combats qui furent longtemps perçus comme séparés, en 1970, Sulamith Firestone, figure canadienne du féminisme radical, évoquait le contenu écologique du féminisme au sein de son ouvrage *La dialectique du Sexe*. Puis, en 1973, le mouvement du Front féministe formé en France fit référence à l'écoféminisme au sein de son manifeste avant de le retirer. (D'Eaubonne, 1974)

1.1.1 L'écoféminisme sous la plume d'Eaubonne

On doit le terme « écoféminisme » à Françoise d'Eaubonne, qui, en 1974, en a fait mention au sein de son ouvrage intitulé *Le féminisme ou la mort*. D'Eaubonne dénonçait « l'organisation sexiste de la société qui a conduit à la domination des hommes sur les femmes et au saccage de la nature » (Gandon, 2009). Elle

écrivait d'ailleurs que « [l]e rapport de l'homme à la nature est plus que jamais, celui de l'homme à la femme » (D'Eaubonne, 1978). Par cette affirmation, elle induit le rapprochement entre le rapport de domination que l'homme exerce sur la nature et celui que l'homme exerce sur la femme.

Pour d'Eaubonne (1974), la surpopulation et la destruction des ressources constituaient « les deux menaces de mort les plus immédiates ». Elle insistait sur la responsabilité de ce qu'elle appelle le Système mâle, soit la croyance en la toute-puissance de l'homme. D'Eaubonne écrivait que la seule lutte susceptible de renverser le Système ne peut être que celle des femmes, de toutes les femmes. Pour elle, « il ne s'agit plus de mieux-être, mais de nécessité ; non de meilleure vie, mais d'échapper à la mort ; et non pas d'un avenir plus juste, mais de l'unique possibilité, pour l'espèce entière d'avoir encore un avenir » (D'Eaubonne, 1974).

Créé sous la plume d'Eaubonne, le terme « écoféminisme » s'est par la suite répandu et popularisé dans le contexte d'actions et de protestations dénonçant la destruction de l'environnement (Mies et Shiva, 1993). Un exemple éloquent est celui de l'accident nucléaire de Three Mile Island le 28 mars 1979, qui a motivé de nombreuses femmes des États-Unis à se rassembler pour la première conférence écoféministe de l'histoire, en 1980, intitulée *Women and life on earth: A conference on eco-feminism in the eighties* (Mies et Shiva, 1993). Cet évènement fut l'occasion d'explorer les parallèles entre l'oppression des femmes, la militarisation et l'écologie, notamment. La théoricienne féministe Ynestra King fait partie des femmes ayant participé à l'organisation de la conférence évoquée précédemment. La motivation à tenir une telle conférence était issue de leur « souci de l'écologie et du militarisme, et [leur] conviction que ces questions doivent être prises en compte par les féministes comme des problématiques féministes » (traduction libre de : Harris et King, 1989).

Ainsi, nés d'aspirations féministes jumelées à des luttes environnementales, des mouvements militants formés par des femmes et puisant dans des problématiques écologiques ont été développés depuis le début des années 1980.

1.1.2 L'écoféminisme, à l'intersection des luttes féministe et écologiste

L'écoféminisme sert à la fois de critique environnementaliste du féminisme et comme critique féministe de l'environnementalisme (Hobgood-Oster, 2002). Le 17 novembre 1980, ce sont deux mille femmes qui se sont rassemblées devant le Pentagone, le centre du pouvoir militaire américain, pour la *Women's Pentagon Action*. Cette action est considérée comme l'une des plus marquantes parmi les mobilisations écoféministes des années 1980. (Hache, 2016) Elle est « l'une des premières actions à tenter d'articuler cette convergence

du féminisme, de l'écologie et de la paix » (Harris et King, 1989). L'aboutissement majeur de la *Women's Pentagon Action* fut la Déclaration d'unité (*Unity Statement*), à travers laquelle les femmes réclament une nouvelle vision du développement. Elles y disent avoir peur pour la pérennité de la vie sur Terre et la vie de leurs enfants (Women's Pentagon Action, 2000). L'on constate alors que le modèle environnemental que proposent ces femmes est coopératif plutôt que basé sur la compétition, et est empreint d'un grand sentiment de responsabilité envers les générations futures.

En outre, cette action représentait l'opportunité pour ces femmes de porter leur voix dans l'espace public, en créant une mobilisation leur conférant une visibilité, et ce, vis-à-vis d'un complexe militaro-industriel régi par des hommes. Elle représentait ainsi un essor procurant un souffle positif à l'activisme féministe et écologiste.

Par ailleurs, les années 1980 et 1990 furent marquées par d'importantes préoccupations environnementales reliées notamment à la santé, l'antimilitarisme et la biodiversité (Mies et Shiva, 1993). Durant ces années, les femmes furent des figures d'activisme environnemental de premier plan. Notamment, les militantes de Greenham Common, de Clayoquot Sound et du mouvement Chipko ont montré la capacité à faire le pont entre les luttes écologiques, les luttes féministes et les luttes contre l'exploitation, selon Sherilyn MacGregor (2010). Au début des années 1990 marquant la fin de la guerre froide, l'on assiste à l'institutionnalisation de l'écoféminisme, qui devient alors un objet d'études académiques (Hache, 2016).

Le Camp de femmes pour la paix à Greenham Common, débuté en septembre 1981, était une protestation pacifiste ayant eu lieu dans le Berkshire, en Angleterre. Ces femmes se positionnaient contre l'installation de missiles sur la base nucléaire Royal Air Force à Greenham Common, invoquant la sécurité de leurs enfants et des générations à venir. Initiée par 36 femmes du Pays de Galles, cette protestation se déclarait anti-guerre et antinucléaire. Le campement était exclusivement réservé aux femmes, pour lesquelles la légitimité de leur opposition aux armes atomiques provenait de leur statut de mère. (Hache, 2016)

Le mouvement de Clayoquot Sound fut un mouvement social de protestation contre les coupes à blanc sur la côte ouest du Canada, sur l'île de Vancouver, où les femmes ont joué un rôle important. La zone ciblée par le gouvernement de la Colombie-Britannique et l'industrie forestière était l'une des plus vastes étendues restantes et encore intactes de forêt pluviale côtière canadienne. Lors de cette protestation pacifiste consistant à bloquer la route menant au site d'exploitation forestière, près de 900 personnes ont été arrêtées. À la suite de cette mobilisation, en 1993, un accord a été signé permettant aux autochtones de pouvoir s'impliquer dans la révision des plans d'exploitation forestière. (Grant, 2013)

Ces mouvements ayant constitué les débuts pratiques⁴ de l'écoféminisme ont en commun un sentiment d'urgence de proposer une nouvelle vision du monde, plus respectueuse de l'environnement. Ce sentiment d'urgence, qui a été une force motrice à la résistance et les protestations des femmes dans l'émergence de l'écoféminisme, résonne encore aujourd'hui de pertinence.

Tel qu'énoncé par Émilie Hache :

« Les ressemblances entre la situation dans laquelle l'écoféminisme a émergé et la nôtre aujourd'hui sont frappantes. Celle d'abord d'une menace inouïe concernant la possible destruction de la terre, ou plutôt le régime d'existence de cette dernière le plus favorable à notre égard, dans un cas par une guerre nucléaire, dans l'autre par l'accélération d'un dérèglement climatique en cours et ses conséquences sociales dramatiques [...] Mais la ressemblance entre ces deux situations se situe aussi au niveau des affects qui les accompagnent, à savoir un sentiment d'impuissance mêlé à un sentiment de peur voire de terreur, ou encore un sentiment de tristesse et de colère. » (Hache, 2016)

Il est intéressant de constater que bon nombre de mouvements écoféministes n'ont été désignés comme tels que rétrospectivement, c'est-à-dire que lorsqu'ils se sont produits, les personnes qui y ont pris part ne s'identifiaient pas comme étant écoféministes. C'est en portant un regard avec le recul du temps qu'ils ont pu être appréhendés comme étant écoféministes.

À l'aube des années 2000, l'attention portée envers les changements climatiques a été « accompagnée d'une délocalisation du centre du débat et de l'action en matière d'environnement au sein, plutôt qu'en dehors, des instances scientifiques et de décision » (traduction libre de : MacGregor, 2010). Ces dernières étant majoritairement constituées d'hommes, nous avons alors assisté à ce que MacGregor appelle une masculinisation de la politique environnementale. Un exemple éloquent est la faible proportion de femmes au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ou encore au sein de délégations prenant part aux sommets de l'Organisation des Nations unies (ONU)⁵.

Durant les décennies ayant suivi l'émergence du terme « écoféminisme », plusieurs auteurs ont complété la compréhension théorique de ce terme en proposant leurs propres définitions. Karen J. Warren, notamment, est une théoricienne de l'écoféminisme reconnue ayant publié de nombreux documents sur le sujet. Ses écrits influents et sa forte identification à l'écoféminisme font d'elle une importante contributrice qui mérite d'être citée dans la section ci-après.

⁴ Le terme « pratique » est ici utilisé en opposition à « théorique », c'est-à-dire sur le terrain.

⁵ Un autre exemple est la rédaction et la révision du rapport spécial du GIEC (SR15) sur le réchauffement planétaire de 1,5 degrés Celsius (°C) publié en 2018. Seulement un tiers (31 %) des experts sur 2000 chargés de la révision de ce rapport étaient des femmes. Sur les 86 experts auteurs du rapport, 38 % étaient des femmes. (GIEC, s. d.)

1.2 Éléments de définition de la théorie écoféministe

L'écoféminisme repose sur le postulat selon lequel les structures sociétales permettant l'oppression des femmes sont les mêmes que celles qui permettent la domination de la nature, et qu'en ce sens les luttes que constituent le féminisme et les mouvements environnementaux sont fondamentalement interreliées. Il s'agit d'un courant de pensée qui met l'accent sur le fait que toutes les formes d'oppression⁶ sont liées et qu'elles doivent être abordées conjointement. En d'autres termes, afin d'être résolues, ces formes d'oppression doivent être considérées du même élan en prenant en compte les liens tissés entre elles. L'écoféminisme conteste les structures de domination plutôt que les individus. En outre, l'écoféminisme stipule que les structures patriarcales s'appuient sur des hiérarchies dualistes telles que le corps et l'esprit, le masculin et le féminin, l'homme et l'animal, la culture et la nature, afin de justifier leur domination. (Hobgood-Oster, 2002)

Karen J. Warren est une professeure adjointe en philosophie à l'Université du Minnesota. Elle s'intéresse à l'éthique écoféministe de même que la philosophie féministe et a écrit plusieurs ouvrages sur l'écoféminisme. Dans son article paru dans la revue *Environmental Ethics* (1987), elle soutient que, selon la théorie écoféministe, les rapprochements entre l'oppression des femmes et l'oppression de la nature sont de nature conceptuelle, c'est-à-dire qu'ils sont enchâssés au sein d'un cadre conceptuel patriarcal. Ainsi, l'écoféminisme encourage à voir au-delà de ce cadre conceptuel.

Dans son article publié en 1987 et intitulé *Feminism and ecology: Making connections*, Warren statue que l'écoféminisme se base sur les postulats suivants :

- Il existe d'importants liens entre l'oppression de la femme et l'oppression de la nature ;
- La compréhension de ces oppressions est déterminée par la compréhension préalable de la nature des liens entre celles-ci, qui est cruciale ;
- La perspective écologique doit être incluse au sein de la théorie et de la pratique féministe ;
- Les solutions aux problèmes écologiques doivent inclure une perspective féministe. (Warren, 1987)

En 1997, dans son ouvrage intitulé *Ecofeminism: Women, culture, nature*, Warren propose une large définition de ce qu'est l'écoféminisme : « La position selon laquelle il existe des liens importants entre la manière dont on traite les femmes, les personnes de couleur et la classe inférieure d'une part et la manière dont on traite l'environnement non humain de l'autre » (traduction libre de : Warren, 1997).

⁶ Racisme, sexisme, spécisme, etc.

Warren considère les quatre versions dominantes du féminisme, soit les versions libérale, traditionnelle marxiste, radicale, et socialiste, comme étant inadéquates et ne permettant pas un socle théorique adéquat pour la formulation d'une définition de l'écoféminisme. Elle plaide plutôt pour ce qu'elle appelle un *transformative feminism*, et pose six prérequis, présentés ci-après.

- Ce *transformative feminism* doit aller au-delà de la conception selon laquelle le féminisme consiste en un mouvement visant la fin de l'oppression des femmes. Cela implique de plutôt reconnaître les interconnexions entre tous les systèmes d'oppression.
- Il accorde une place centrale à des valeurs telles que le soin⁷, la diversité, etc.
- Il doit être un espace théorique permettant l'expression d'une diversité de voix et d'expériences.
- Il prône le rejet de la logique de domination et du cadre conceptuel patriarcal.
- Il impose de repenser ce que cela implique que d'être humain en parallèle avec les non-humains et de porter un regard critique sur la subordination de la nature vis-à-vis de l'espèce humaine.
- Il remet en question les potentiels biais issus d'une vision patriarcale dans le domaine des technologies et de la recherche scientifique et vise à y remédier. (Warren, 1987)

En outre, la critique écoféministe se doit d'être intégrée au mouvement féministe, en l'absence de quoi, selon Warren, « le mouvement écologique échouera à faire les liens conceptuels entre l'oppression des femmes et l'oppression de la nature, et de les relier avec d'autres systèmes d'oppression » (traduction libre de : Warren, 1987). La compréhension du principe d'intersectionnalité, défini ci-après, s'avère utile afin de tisser des liens entre les différents systèmes d'oppression.

1.2.1 Définition du concept d'intersectionnalité

Le fait d'aborder le concept d'écoféminisme rend nécessaire le fait de comprendre le concept sous-jacent qu'est l'intersectionnalité. Bien que l'analyse intersectionnelle ait démontré des avantages quant aux études sur le genre, elle n'est pas très présente dans les études mettant en relation le genre et le climat (Djouidi et al., 2016).

⁷ De l'appellation anglaise *care*, qui englobe notre capacité à faire preuve de sensibilité et de sympathie à l'égard d'autres êtres et à se porter responsables pour ceux-ci (Plumwood, 1998). Voir à ce sujet les travaux de Carol Gilligan sur l'éthique du *care*. Les écoféministes se réclament de l'éthique du *care* dans l'optique de contrer la logique de rapports de domination entre les hommes et les femmes et entre l'être humain et la nature.

Selon Djoudi et al. (2016), le principe d'intersectionnalité⁸ peut permettre de répondre à des enjeux entourant la vulnérabilité et la capacité d'adaptation aux changements climatiques. L'intersectionnalité est un concept qui se base sur le postulat selon lequel les catégories sociales de genre, de classe, d'ethnie, etc. sont construites, dynamiques, et, surtout, interagissent entre elles et s'influencent mutuellement. Selon Hancock (2007), l'intersectionnalité défend une approche davantage complexe du système qui génère les inégalités, plutôt qu'une approche s'adressant aux symptômes de celui-ci. En outre, Hancock (2007) stipule que les structures de pouvoir influencent le comportement des individus vis-à-vis des changements climatiques.

En mettant en lumière les relations de pouvoir, l'intersectionnalité permet d'informer les stratégies d'adaptation afin qu'elles soient plus équitables (Hancock, 2007). Ainsi, le principe d'intersectionnalité revêt un potentiel important afin de s'attaquer aux enjeux liés au genre dans un contexte de changements climatiques.

En outre, la catégorie de « femme » ne doit pas être considérée comme étant statique, sans égard à la race, l'orientation sexuelle, l'âge, la classe sociale, etc. Ces déterminants ont une influence sur la vie des femmes et façonnent leur rapport aux problématiques environnementales. (Hobgood-Oster, 2002) Ces identités sont affectées par l'environnement et les écosystèmes dans lesquels elles sont situées. Le genre, l'environnement de même que ces diverses identités sont intimement reliés. C'est d'ailleurs ce que montre Hobgood-Oster en posant les questions suivantes : « Quelles femmes ont accès à l'eau potable? Lesquelles vivent dans des déserts alimentaires? Lesquelles donnent naissance à des enfants aux anomalies congénitales à cause d'une exposition à des radiations? » (traduction libre de : Hobgood-Oster, 2002).

C'est donc pourquoi une attention particulière à l'intersectionnalité est importante au sein des analyses de genre, puisque celle-ci permet de prendre en considération le fait que, parfois, « des femmes en situation de privilège sont complices dans la domination d'autres femmes » (traduction libre de : Buckingham et Le Masson, 2017).

Un exemple d'intersectionnalité entre le genre et la race vis-à-vis d'un enjeu environnemental est celui du mouvement pour la justice environnementale mené par des femmes aux États-Unis, initié suite aux scandales sanitaires liés à la pollution industrielle. Tel que l'énonce Émilie Hache, la réussite de ce

⁸ Il est à noter que l'intersectionnalité est un terme issu des travaux de féministes noires des États-Unis et de Grande-Bretagne « sur l'imbrication des rapports de domination (race/genre/classe) » (Bilge, 2009). Patricia Hill Collins est la première théoricienne de la pensée féministe noire à avoir défini l'intersectionnalité, bien que ce soit « la politologue Ange-Marie Hancock qui en propose la formalisation » (Bilge, 2009).

mouvement tenait en ce qu'il a su « rendre visible l'injustice sociale et raciale de notre rapport à la nature à travers les luttes contre les déchets toxiques » (Hache, 2016). En effet, un nombre disproportionné de sites de déchets toxiques sont situés à proximité de communautés défavorisées et de couleur.

« Pour les femmes de couleur de ce mouvement, la question des déchets toxiques et l'inégalité de leur répartition sur le territoire américain est (d'abord) une question de racisme. Ces entreprises polluantes s'installent là où le foncier est peu élevé, à savoir dans leur quartier, loin des populations blanches favorisées qui ont les moyens de pression et les ressources financières nécessaires pour les éviter » (Hache, 2016).

Aux États-Unis, l'implication au sein des mouvements contre les dépôts de déchets toxiques est majoritairement féminine, ces mouvements étant composés de 80 à 85 % de femmes, dont une grande proportion de femmes racisées, hispaniques et afro-américaines (Merchant, 1996).

Le concept d'intersectionnalité est utile dans le cadre du présent essai puisqu'il permet de comprendre la situation des femmes autochtones au Canada et la double marginalisation qu'elles subissent, en tant que femmes et en tant qu'autochtones.

1.3 Vandana Shiva et son apport considérable à la construction de la vision écoféministe

Dans son ouvrage publié en 2014 et qui réunit une série d'entretiens avec Vandana Shiva, Lionel Astruc consacre un chapitre à l'écoféminisme. Reconnue à l'échelle mondiale en tant qu'emblème de la révolution écologique, Shiva est une physicienne, activiste et chercheuse environnementale originaire d'Inde. Elle considère que « la société, l'environnement et les femmes sont gouvernés aujourd'hui par l'union du patriarcat et du modèle capitaliste » (traduction libre de : Colle, 2019)⁹ et elle est reconnue pour son apport à la construction de la vision écoféministe. Elle soutient par ailleurs que lorsque les femmes refusent ce contrôle, cela ouvre la porte à la remise en question du système dans son entièreté. Elle dénonce notamment les politiques démographiques qui ont pour effet pervers de désigner les femmes en tant que responsables de la surpopulation et de ses effets sur la crise climatique. (Colle, 2019)

Notre relation contemporaine à la nature – de domination – est notamment héritée de la construction de la science moderne par Descartes et Bacon et de la dualité homme/nature¹⁰, une discipline qui fut « détournée

⁹ Le patriarcat est un concept à la base des études féministes et écoféministes qu'il importe de définir. Ainsi, dans le cadre de cet essai, il est entendu par patriarcat sa définition sociologique, soit « une forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'autorité par les hommes » (Bonte et Izard, 1991). Au cours des années 1970, le terme a été repris par le mouvement du féminisme radical afin de désigner, dans un sens large, un système social d'oppression de l'homme sur la femme.

¹⁰ Pour Plumwood (1991), le problème issu de cette conception rationaliste est que les animaux et les autres êtres vivants non-humains, parce qu'ils ne possèdent pas de raison, ont été relégués à une position inférieure à l'être humain.

au profit d'intérêts économiques détenus par les hommes » (Astruc, 2014), et ce, durant la révolution industrielle. « La protection, la conservation, la régénération – connaissances vitales possédées par les femmes, les paysans et les populations tribales – ont été [...] reléguées aux oubliettes » (Astruc, 2014).

Dans les pays du Sud, les femmes, véritables gardiennes des semences pour Shiva, sont responsables de la subsistance, notamment alimentaire. Elles jouent en effet un rôle crucial en ce qui a trait à la production, la transformation et la préparation des aliments. Bien que le combat de Shiva s'inscrive dans le contexte d'un pays du Sud, elle considère que « le rôle nourricier et de préservation de la biodiversité » (Astruc, 2014) ne revêt pas moins d'importance en Occident, où les décisions alimentaires au sein des ménages sont encore largement prises par les femmes¹¹. De par ce rôle en matière d'alimentation, les femmes occidentales peuvent « jouer de leur influence pour insuffler plus de conscience, plus d'engagement » (Astruc, 2014). En guise d'exemple, Shiva évoque la campagne pour l'étiquetage des aliments contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM) aux États-Unis, portée par des femmes préoccupées par les allergies alimentaires développées par leurs enfants suite à la consommation d'aliments OGM. Ainsi, bien que le courant de pensée que constitue l'écoféminisme soit fréquemment perçu comme s'appliquant davantage à la réalité des femmes du Sud de par leur proximité avec la terre, il est tout aussi pertinent au sein des pays du Nord.

L'écoféminisme constitue donc une approche théorique qui s'avère utile afin de remettre en question les causes structurelles sous-jacentes aux changements climatiques, notamment les relations de pouvoir. Pour beaucoup d'auteurs écoféministes, elle propose une véritable avenue afin d'aspirer à une société plus égalitaire et plus durable.

1.4 La pluralité du mouvement écoféministe

Ariel Salleh est une sociologue australienne qui écrit sur le féminisme écologique (*ecological feminism*) depuis 1978. Sa position, telle que définie par Émilie Hache (2016), est que « tout mouvement de femmes portant sur des questions environnementales est écoféministe », même si elles ne s'identifient pas en tant que féministes ou en tant qu'écologistes. Ariel Salleh considère le socialisme, le féminisme, les luttes

Cette conception a fait en sorte qu'une valeur inférieure a été attribuée au féminin, à l'émotivité, au monde animal et à la nature vis-à-vis de l'homme. La raison ainsi construite et la plus grande valeur qui lui est accordée engendre alors une séparation nette, une discontinuité entre humains et non-humains. C'est pourquoi la conception occidentale répandue est celle plaçant l'humain à l'extérieur de la nature, en position de contrôle. (Plumwood, 1991)

¹¹ Natalie Isaacs, de l'organisation One Million Women, fait référence aux femmes australiennes responsables de 85 % des décisions de consommation au sein des ménages, décisions qui influencent grandement leur empreinte écologique, en affirmant que les femmes ont le pouvoir de transformer la société (One Million Women, s. d.).

autochtones de décolonisation et l'écologie comme un seul et même enjeu. Par décolonisation, il est entendu les processus, qu'ils soient théoriques ou politiques, utilisés afin de contester les discours dominants sur l'histoire des communautés autochtones et les impacts de la colonisation et de l'assimilation culturelle, entre autres (L. T. Smith, 1999).

Puis, plusieurs théoriciennes écoféministes telles que Carolyn D'Cruz et Elizabeth Carlassare considèrent que l'écoféminisme devrait être appréhendé en tant que discours plutôt qu'en tant qu'« épistémologie unifiée et cohérente » (Carlassare, 2016). En effet, l'écoféminisme « tire sa cohésion non pas d'un point de vue épistémologique unifié, mais plutôt d'un désir commun de ses partisans de résister aux différentes formes de domination dans l'intérêt de l'émancipation humaine et de la survie planétaire » (Carlassare, 2016). En effet, l'une des caractéristiques de l'écoféminisme est l'absence d'une position épistémologique commune et unifiée. Des écrits des féministes Elizabeth Dodson Gray, Susan Griffin, Mary Daly, Carolyn Merchant, Joan Griscom, Ynestra King, Rosemary Ruether et Ariel Kay Salleh pointent dans la même direction, soit que l'écologie est un enjeu féministe. Néanmoins, selon Karen Warren, toutes les féministes ne s'entendent pas nécessairement sur la nature et la pertinence d'un écoféminisme (Warren, 1987).

Différentes sous-catégories se distinguent au sein de la théorie écoféministe, par la nature des liens entre les femmes et la nature et la source de l'oppression de celles-ci. La majorité des auteurs et auteures considérés dans le cadre de cet essai distinguent généralement quatre différentes sous-catégories de l'écoféminisme, soit l'écoféminisme spirituel, libéral, social et culturel.

L'écoféminisme spirituel affirme que le lien entre les femmes et la nature doit être célébré, notamment au travers de rituels (Wilson, 2005). Il s'agit également de retourner vers des croyances qui n'impliquent pas de domination du masculin sur le féminin (Gandon, 2009). Un exemple de figure dominante de cette dimension de l'écoféminisme est Starhawk, qui soutient que toutes les formes de vie sont interconnectées et que la terre est une entité vivante capable de ressentir. Elle insiste également sur l'importance d'une relation de communauté entre les êtres vivants. (Fry, 2000)

Puis, l'écoféminisme libéral a des caractéristiques communes au courant du féminisme libéral. L'oppression des femmes s'explique notamment comme résultant d'une absence d'égalité des droits. Les écoféministes libérales plaident pour une représentation égalitaire au sein des instances gouvernementales, non gouvernementales et au sein des institutions de recherche scientifique. Ce courant de l'écoféminisme considère que les femmes devraient avoir les mêmes opportunités que les hommes, soit l'égalité des chances, mais sans revoir les fondements des relations de pouvoir. (Berman, 1993)

L'écoféminisme social¹² a quant à lui émergé au Vermont, plus particulièrement à l'*Institute for Social Ecology*, par les écrits de Chaia Heller. Il établit un lien entre l'oppression des femmes et de la nature d'une part et le patriarcat et le capitalisme d'autre part. Cette branche de l'écoféminisme insiste sur la nécessité d'un changement social où le capitalisme patriarcal serait remplacé par une forme d'organisation sociale non hiérarchique et non dominante. (Carlassare, 2000) Pour Warren (1987), l'oppression des femmes à l'intérieur du système patriarcal consiste notamment à réduire les femmes à leurs fonctions biologiques de mères, ou encore à les réduire à des objets de désir sexuel pour les hommes. Les écoféministes sociales se penchent sur le système de classes et s'intéressent aux rapprochements établis entre les femmes et la nature qui dévaluent les femmes et la nature. Cet écoféminisme s'attarde à un troisième type de domination, soit la domination coloniale, en plus de celle s'exerçant sur les femmes et celle s'exerçant sur la nature (Mies et Shiva, 1993). Il montre que les répercussions issues de la dégradation de l'environnement impactent « plus lourdement les femmes souffrant de l'héritage d'une domination coloniale ayant atteint leurs potentialités socio-économiques » (Davis, 2006).

Enfin, moins souvent citées, les formes culturelle et radicale de l'écoféminisme sont mentionnées par certains auteurs. Pour les écoféministes radicales, il faut déconstruire le système patriarcal afin de mettre fin à la mainmise des hommes sur la nature et le corps des femmes. Il s'agit d'un courant qui cherche une solution à la racine du problème et qui s'intéresse aux causes profondes. Les écoféministes culturelles emploient des modes spirituels, associatifs ou poétiques pour explorer les systèmes d'oppression (Carlassare, 2016). L'écoféminisme dit culturel serait davantage associé à la modernité occidentale (Larrère, 2015). L'écoféminisme est un mouvement ayant une grande diversité de tenants (poèmes, art, photographie, œuvres académiques) et aboutissants (mouvements citoyens, conférences, journaux, milieux artistiques) (Hache, 2016).

Bien que ce ne soit pas l'objectif de cet essai que d'entrer dans ce niveau de détail, il existe différents types de rapprochements pouvant être effectués entre les femmes et la nature, regroupés dans les catégories suivantes : rapprochements sur une base historique, rapprochements conceptuels, rapprochements épistémologiques et rapprochements symboliques, entre autres. Par rapprochements symboliques, on entend notamment l'appellation répandue de *Mother Earth*, ou Terre mère. L'association femme-nature entre dans la catégorie des rapprochements conceptuels, puisque c'est au nom de cette nature féminine que l'on « cantonne les femmes dans leur rôle de femme ou de mère » (Larrère, 2017). Des rapprochements historiques peuvent être soulevés à travers l'Antiquité et la Renaissance, puisqu'il s'agit de périodes où une vision organiciste de la nature dominait, avec notamment l'appellation de « mère nourricière ».

¹² Aussi appelé écoféminisme socialiste.

Aujourd'hui, dans le contexte des discussions entourant la politique internationale concernant les changements climatiques au sein de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les femmes, par le fait qu'elles sont touchées de façon disproportionnée par les effets des changements climatiques, se trouvent dorénavant reconnues comme de véritables agentes de changement (PNUD, 2019). C'est ce postulat qui sera exploré dans la section ci-après.

1.5 Genre et climat

Le contexte d'invisibilité dans lequel se trouvaient les enjeux de genre en regard des changements climatiques a évolué sous l'influence d'organisations militantes féminines et d'organisations non gouvernementales (ONG) de développement. Le slogan « *No climate justice without gender justice* » notamment employé lors de conférences internationales telles que celles de Bali (2008) et de Copenhague (2009) vise à contrer l'invisibilisation des questions de genre au sein de la gouvernance climatique. (MacGregor, 2010) Si davantage d'attention n'est pas accordée à la dimension du genre et aux droits des femmes en politique climatique, les politiques d'atténuation et d'adaptation pourraient s'avérer contre-productives et exacerber les difficultés auxquelles les femmes du Nord et du Sud font face, notamment en renforçant les inégalités (Terry, 2009). Comme énoncé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les effets que produisent les changements climatiques sur nos sociétés de même que notre capacité à les atténuer et à s'y adapter subissent nécessairement l'influence de déterminants sociaux tels que le genre (s. d.).

Au Québec, Annie Rochette, qui travaillait alors pour le Réseau des femmes en environnement (RQFE), fut la première chercheuse à se pencher sur le lien existant entre le genre et les changements climatiques, plus spécifiquement sur l'intégration des perspectives de genre au sein « des politiques gouvernementales [québécoises] de lutte contre les changements climatiques » (Gouvernement du Québec, 2016).

Par genre, on n'entend pas simplement une catégorie homme/femme, mais plutôt une construction discursive¹³ et sociale, un concept qui structure la quasi-totalité des aspects de la vie sociale, et ce, dans toutes les cultures (Peterson et Runyan, 1999). La construction sociale du genre en tant que modèle binaire

¹³ Dans son sens linguistique, c'est-à-dire relative aux discours. Par discours, on entend une forme d'organisation des connaissances, des idées, des représentations, des conventions et des expériences, notamment, enracinées dans la langue et dans le contexte (social, historique, culturel, institutionnel, etc.) dans lequel celle-ci évolue. (Merriam-Webster, 2019 et Brooker, 2003) Epstein (2008), connue pour son analyse discursive en politique environnementale, définit le discours comme un « ensemble cohésif d'idées et de concepts à partir d'un objet spécifique qui lui confère un cadre et délimite les possibilités pour agir en relation avec cet objet ».

homme/femme implique une structure hiérarchique de pouvoir. Si l'on s'intéresse à la façon dont on aborde les enjeux entourant les changements climatiques, de même que la façon dont on interprète, débat et répond à ceux-ci, il faut également se pencher sur la construction des identités féminine et masculine. (MacGregor, 2010) Selon MacGregor (2010), les analyses de genre et de climat devraient s'attarder aux relations de pouvoir entre hommes et femmes, et s'intéresser à la façon dont celles-ci, en plus des discours dominants entourant le genre, influencent la façon d'appréhender des phénomènes socationaux et demandant une intervention technologique, tels que la crise climatique. En effet, la problématique des changements climatiques est façonnée par les normes socioculturelles et les discours dominants dans les sociétés.

Les enjeux relatifs à la santé constituent un exemple éloquent de la façon dont les changements climatiques impactent différemment les femmes. Les désastres naturels tels que les ouragans, les inondations et les sécheresses sont mortels pour davantage de femmes que d'hommes, et à un plus jeune âge. De même, certains problèmes de santé influencés par le climat comme la malnutrition et des maladies telles que la malaria diffèrent dans leurs impacts selon le genre. (OMS, s. d.) Toujours selon l'OMS, l'inclusion d'analyses sensibles au genre aurait pour bénéfice d'accroître l'efficacité des mesures prises pour protéger les populations des changements climatiques.

En plus d'affecter les individus différemment selon leur contexte culturel, économique, environnemental et social (Djoudi et al., 2016), les changements climatiques ont notamment pour répercussion d'exacerber les inégalités de genre. En effet, les femmes sont parmi les groupes de population les plus vulnérables vis-à-vis des changements climatiques et sont donc affectées de façon disproportionnée par ceux-ci. C'est particulièrement le cas dans les pays en voie de développement, où les femmes revêtent des responsabilités particulières en ce qui a trait à l'approvisionnement en eau et la production alimentaire. (CCNUCC, 2019 et Gandon, 2009) Les changements climatiques entravent la capacité des femmes à remplir leurs rôles au sein de leur communauté, ce qui peut avoir pour conséquence d'impacter voire de réduire leur statut social, les rendant de ce fait plus vulnérables à la marginalisation et l'exclusion (Women's Earth Alliance, 2016). En d'autres termes, leurs responsabilités traditionnelles en tant que gestionnaires des ressources naturelles et du foyer familial les obligent « à trouver les ressources et les moyens de subsistance nécessaires, lesquels sont souvent menacés par les changements climatiques » (Gouvernement du Canada, 2019a).

Susan Buckingham et Virginie Le Masson, dans *Understanding climate change through gender relations* (2017), explore entre autres les façons dont le genre, en tant que relation de pouvoir, influence les stratégies reliées aux changements climatiques. Buckingham est une chercheuse indépendante et consultante sur les enjeux de genre et d'environnement (Buckingham, 2016). Elle cumule trente ans d'expérience en recherche, en gestion et en enseignement, et fait du bénévolat au sein d'organisations de femmes depuis plus de quinze

ans. Le Masson est quant à elle géographe et s'intéresse à l'inclusion sociale et la réduction des risques reliés aux catastrophes naturelles, en faisant intervenir les concepts de genre, de vulnérabilité et de droits des femmes.

Dans l'ouvrage de Buckingham et Le Masson (2017), l'accent est mis sur le fait qu'il est crucial d'aller au-delà de la simple affirmation selon laquelle les femmes sont plus vulnérables vis-à-vis des changements climatiques. Cette analyse basée sur les impacts des changements climatiques a pour effet néfaste de priver les femmes des pays du Sud de moyens d'action, de leur autonomie et de leur émancipation. En mettant de l'avant la vulnérabilité des femmes, le discours du genre et du climat peut être contreproductif. Pour Djoudi et al. (2016), le risque associé à ce type de discours est la « féminisation de la vulnérabilité » et d'un véritable renforcement du discours de victimisation au sein des études sur les changements climatiques.

Toujours concernant les rapprochements entre le genre et le climat, sur le plan politique, plusieurs études ont montré qu'il existe un lien entre la parité de genre au sein des organes décisionnels et la mise en place de politiques pro-environnementales. Toutefois, aujourd'hui, l'implication des femmes en politique climatique est encore faible. En 2007, à travers les 70 pays les plus développés dans le monde, 18 pays ont réduit ou stabilisé leurs émissions de dioxyde de carbone (CO₂) entre 1990 et 2004. 14 de ces 18 pays avaient comme caractéristique d'avoir un taux de femmes élues supérieur à la moyenne. L'accès, pour les femmes, à des postes hauts placés en gouvernance environnementale, influencerait positivement les politiques en matière de changements climatiques. Il semble se dégager une tendance entre les pays où les femmes détiennent un haut statut politique et où les émissions de CO₂ par habitant sont plus faibles. (Buckingham et Le Masson, 2017) Il y aurait une corrélation entre le taux de représentation des femmes en politique et la sensibilité des États à l'écologie. Plus un pays a de femmes élues, plus celui-ci serait favorable à une législation pour la sauvegarde de l'environnement. (Norgaard, 2005)

Lorsque l'on se penche sur les causes profondes (de l'anglais « *root causes* ») des changements climatiques, on réalise que l'inégalité des sexes exacerbe la vulnérabilité des femmes vis-à-vis de ceux-ci. Le fait que leurs droits fondamentaux ne soient pas reconnus dans plusieurs régions du monde réduit entre autres leur mobilité physique et économique, leur voix, leurs opportunités, et accentue de ce fait leur vulnérabilité (Women's Earth & Climate Action Network [WECAN], 2018). Puis, il importe de se rappeler que les femmes ne constituent pas une catégorie homogène. « Elles peuvent être riches ou en situation de pauvreté, évoluer en milieu urbain ou rural, provenir de différentes ethnies, nationalités et familles ; des caractéristiques qui façonnent toutes leur identité » (traduction libre de : Arora-Jonsson, 2011). Il est donc important de mener davantage d'études de cas dans des contextes spécifiques pour comprendre les liens entre le genre et les changements climatiques (Arora-Jonsson, 2011). C'est donc pourquoi il est crucial de

considérer ces questions de genre et de climat à travers le prisme de l'intersectionnalité, notamment pour comprendre les enjeux propres aux femmes autochtones au Canada, qui seront abordés au chapitre 2.

1.5.1 Exemples spécifiques relatifs au genre et au climat

Pour la nation Saami en Norvège, la cueillette de bleuets est une activité traditionnellement transmise de mère en fille et qui constitue un aspect essentiel de l'identité de cette nation. Les changements des températures ont entraîné la disparition de certaines parcelles de bleuets, compromettant ces traditions féminines.

Au Congo, tel que rapporté par la femme Pygmée Mwavita Elsy, les femmes étaient autrefois fières de leur rôle d'intendance et d'approvisionnement en herbes médicinales, champignons et autres ressources auprès de leur communauté. Maintenant, devant la difficulté à remplir ces rôles vis-à-vis d'un climat changeant et de la dégradation de leurs forêts, celles-ci ressentent un sentiment d'indignité et de culpabilité. (Dictaan-Bang-oa, 2009)

Un autre exemple est celui des femmes Anichinabées et leurs responsabilités particulières envers l'eau. Cette relation avec l'eau, qui s'exprime notamment au travers de cérémonies, fait même partie de l'identité de ces femmes. (MacGregor, 2010) Pour les communautés Nishnaabeg qui vivent à proximité des Grands Lacs, l'eau est une ressource fondamentale à leur santé, leur organisation politique, leur spiritualité, leur relation avec leurs ancêtres, leur culture et leur économie. C'est pourquoi la protection de leur droit à une eau propre pour les générations futures est fondamentale. (Bédard, 2008) Les changements climatiques sont susceptibles d'impacter les Grands Lacs et donc les relations des femmes Anichinabées avec l'eau. Une marche appelée *Mother Earth Water Walk* a été menée par des Anichinabés le long du périmètre des Grands Lacs afin de mettre en lumière l'enjeu de la protection de la ressource en eau. D'autres groupes et organisations se sont rassemblés dans le cadre de cette marche rassembleuse. (Williams et al., 2018) Bien que les femmes n'aient pas l'opportunité de « participer activement dans les processus décisionnels canadiens portant sur les changements climatiques et l'élaboration de politiques » (Whyte, 2014) et qu'elles soient souvent écartées des espaces de décision, cet événement démontre que les femmes autochtones s'engagent tout de même activement à travers des formes de résistance.

Whyte est Potawatomi, il vit aux États-Unis et travaille sur la justice climatique et les études autochtones, principalement sur les enjeux éthiques de politique climatique et l'éthique des relations de coopération entre les peuples autochtones et les organisations scientifiques sur le climat (Michigan State University, s. d.). Whyte se penche sur la façon dont les changements climatiques affectent les systèmes de responsabilités, et

ce, dans un cadre de genre. De plus, Whyte propose une interprétation des changements climatiques comme compromettant la « continuité collective » des communautés, c'est-à-dire leur capacité à perdurer dans le temps. La capacité de bâtir des sociétés cohésives, des cultures riches et des économies de subsistance nécessite des liens intergénérationnels forts et des relations sociales solides. Les changements climatiques et la mise sous silence des voix de ces communautés au sein de la gouvernance politique canadienne compromettent cette capacité. (Whyte, 2014)

De plus en plus de recherches se concentrent sur les nombreuses dimensions du genre et du climat. En 2010, la recherche se consacrait majoritairement aux impacts matériels du changement climatique sur les femmes vulnérables du Sud, ce qui contribuait à une compréhension étroite du genre, soit des femmes en tant que victimes de la crise écologique (MacGregor, 2010). Bon nombre d'études se sont penchées sur les effets différenciés du climat sur le genre dans les pays du Sud, où ces effets sont d'autant plus visibles et immédiats, notamment en raison de la dépendance plus directe des populations envers les ressources naturelles. C'est pourquoi la crise climatique ne doit pas être vue comme affectant l'humanité en tant que tout.

1.5.2 Les changements climatiques

Par changements climatiques, l'on entend les modifications du climat pouvant être identifiées par des tests statistiques, par exemple, et qui perdurent dans le temps, sur plusieurs décennies. Les changements climatiques peuvent être dus à des processus naturels tels que les éruptions volcaniques ou bien à l'activité humaine. Le premier article de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques mentionne que les changements climatiques constituent un phénomène « attribué directement ou indirectement à l'activité humaine qui altère la composition de l'atmosphère globale et qui s'ajoute à la variabilité naturelle du climat telle qu'observée sur une période de temps similaire » (traduction libre de : GIEC, 2018).

L'industrialisation, la surexploitation des ressources naturelles, la combustion des combustibles fossiles et les changements quant à l'occupation des sols ont eu pour conséquences l'augmentation de la température globale. Parmi les manifestations des changements climatiques à l'échelle globale, on retrouve l'augmentation de la fréquence et la sévérité d'événements extrêmes tels que les tornades et cyclones, les sécheresses et la désertification, la hausse du niveau de la mer et les inondations, l'acidification des océans, la modification des régimes de précipitation et le déclin de la biodiversité. (WECAN, 2018)

Aujourd'hui, une écrasante majorité de la communauté scientifique s'entend pour dire que les changements climatiques sont imputables à l'activité humaine. La hausse des concentrations de gaz à effet de serre, notamment de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère, a pour conséquence la tendance au réchauffement planétaire, à l'échelle globale.

À l'échelle mondiale, le Canada fait partie des plus grands pollueurs. En 2017, le secteur de l'exploitation pétrolière et gazière constituait la plus importante source d'émission de GES, représentant 27 % (Gouvernement du Canada, 2019c). Au Canada, les conséquences des changements climatiques sont les suivantes, sans s'y limiter :

- La fonte du pergélisol;
- Des inondations le long des côtes dues à l'augmentation du niveau de la mer;
- Une augmentation des espèces exotiques envahissantes;
- De plus grandes vagues de chaleur en été, des feux de forêt plus intenses. (Prairie Climate Centre, 2018)

Plus spécifiquement, pour les communautés arctiques comme les peuples Inuits et Innus au Canada, les changements climatiques se manifestent généralement en des modifications dans la distribution des baies et des mammifères. Localement, les impacts peuvent être distincts, notamment une diminution de l'abondance de neige, un changement dans la configuration des vents de même que plusieurs impacts sur les activités de subsistance, les activités traditionnelles et les déplacements. (Cuerrier, Brunet, Gérin-Lajoie, Downing et Lévesque, 2015) Les communautés autochtones et nordiques sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques, notamment dû à leur éloignement géographique, dans des régions souvent difficilement accessibles, le climat rude, les infrastructures inadéquates et vieillissantes de même que la dépendance au diésel pour le chauffage et l'électricité (Gouvernement du Canada, 2019b).

Afin de contenir les changements climatiques sous un réchauffement global de 2 °C, des experts considèrent qu'entre 2010 et 2050, un tiers des réserves de pétrole, la moitié des réserves de gaz naturel et plus de 80 % des réserves de charbon devraient être laissées dans le sol (McGlade et Ekins, 2015). Actuellement, les décisions du gouvernement canadien ne vont pas dans ce sens. Le cas de l'expansion du pipeline Trans Mountain est abordé au chapitre 3.

1.5.3 L'enjeu de l'accès aux ressources en eau

Dans le futur, les changements climatiques compliqueront l'accès à l'eau, particulièrement dans les régions déjà touchées par des périodes de stress hydrique (GIEC, 2018). Cette difficulté accrue désavantagera les femmes notamment d'un point de vue pratique, puisque la tâche que constitue la collecte de l'eau deviendra plus difficile et plus exigeante en termes de temps (Hirsch, 2018). La distance moyenne actuellement parcourue par les femmes en Afrique et en Asie pour aller chercher de l'eau est de six kilomètres (Conseil des droits de l'homme des Nations unies [CDH], 2010). Cette distance sera certainement amenée à augmenter.

En outre, les périodes de stress hydrique exposent les femmes à plusieurs types de risques dits « liés au genre¹⁴ » comme la violence sexuelle ou, dans certaines zones rurales, le décrochage scolaire des jeunes filles pour mettre plutôt leurs efforts à profit de la collecte de l'eau. Cette tâche pose également des risques pour la santé des femmes, notamment en raison des maladies reliées au contact avec l'eau telles que la schistosomiase, et en raison de la charge que représente le fait de transporter manuellement celle-ci. (CDH, 2010) En outre, le manque d'accès à l'eau limite l'ampleur de la contribution des femmes à la production et à la préservation de la sécurité alimentaire, entre autres (Sida, 2015).

Les changements climatiques sont le résultat immédiat des choix et actions collectives, c'est pourquoi les stratégies d'atténuation et d'adaptation sont cruciales. Devant l'inaction apparente de certains gouvernements, les femmes se mobilisent afin de faire valoir leur vision d'un modèle de développement plus respectueux de l'environnement.

¹⁴ En anglais, on emploie le terme « *gender-based risks* ».

2. LUTTES FÉMININES ENVERS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET VOIX AUTOCHTONES

Le présent essai est bâti autour de deux idées principales en interrelation, selon lesquelles les femmes sont à la fois les plus touchées par les effets des changements climatiques et occupent un rôle de premier plan dans la lutte environnementale et l'élaboration de solutions. Ces deux idées sont coévolutives et interdépendantes, particulièrement pour les femmes autochtones qui, étant particulièrement exposées à des projets entraînant la dégradation environnementale de leur territoire, trouvent dans cette exposition une légitimité à résister et une force motrice de mobilisation. Celene Krauss (2016) rappelle que les femmes sont au front de situations de dégradation environnementale, « non pas parce qu'elles entretiendraient un rapport privilégié avec la nature », mais plutôt parce qu'elles sont les plus touchées. On pense non seulement aux femmes autochtones, qui vivent souvent géographiquement à proximité des développements industriels polluants, mais aussi aux femmes occupant le rôle de mère, puisque les enfants et les femmes enceintes sont particulièrement vulnérables à la pollution industrielle.

« Or, de cette position de vulnérabilité elles ont fait une ressource; une ressource d'information, de connaissance, mais aussi une ressource d'énergie, de confiance en leur propre expérience, pour se mobiliser et mobiliser leurs voisin.e.s, alors même qu'il s'agissait de leur première lutte politique pour la majorité d'entre elles » (Krauss, 2016).

En matière de luttes féminines en faveur de la protection de l'environnement, le mouvement Chipko en Inde au début des années 1970 visait la sauvegarde des forêts contre l'exploitation industrielle. Ce mouvement précède de quelques années le mouvement écoféministe antinucléaire états-unien et est un exemple éloquent et souvent cité afin d'illustrer les débuts du mouvement écoféministe. Il témoigne également de cette interrelation entre l'exposition à une menace environnementale en étant une femme et le désir d'y résister.

2.1 L'exemple du mouvement Chipko

Dans ce mouvement ayant pris place dans la région sous-himalayenne, plus particulièrement à Garhwal, les femmes enlaçaient¹⁵ des arbres et s'interposaient ainsi entre ceux-ci et les bûcherons afin d'empêcher leur coupe. Il s'agit donc d'un mouvement écologique s'opposant à l'exploitation des forêts à des fins industrielles et commerciales, dans lequel des femmes ont joué un rôle décisif. Celles-ci militaient pour la préservation des forêts, qui remplissaient un rôle crucial de limitation de l'érosion des sols. Les femmes de cette région y étaient les principales, voire les seules, responsables des cultures, du bétail et des besoins de leurs enfants. Dans cette région, elles ont fortement subi les contrecoups des inondations et des glissements de terrain récurrents et constaté leurs effets sur les rendements agricoles. De ce fait, elles se trouvaient dans

¹⁵ « Chipko » est d'ailleurs un mot hindi qui signifie enlacer.

une position où il était plus aisé de percevoir l'importance de préserver l'intégrité et l'équilibre écologique de la région. (Jain, s. d.)

Dans ce contexte, la mobilisation de ces femmes indiennes a eu pour effet de remettre en question certains rapports de pouvoir dans le processus de décision à l'échelle de la communauté. En effet, cette mobilisation a engendré une situation conflictuelle remettant en question leur place au sein de la société, puisqu'elles demandaient d'être impliquées dans le processus de prise de décision, un rôle initialement détenu par les hommes (Hache, 2016).

Cet exemple sert à démontrer « l'importance de remplacer le portrait de la femme vulnérable et dans le besoin par celui de la femme en tant que contributrice et leader dans un contexte de justice climatique » (traduction libre de : Buckingham et Le Masson, 2017). Dans le cadre de cet essai, la prémisse selon laquelle les femmes devraient jouer un rôle d'avant-plan quant aux stratégies d'adaptation climatique est formulée. Cela est particulièrement vrai en ce qui a trait aux communautés autochtones, c'est pourquoi une attention particulière est portée au contexte autochtone canadien à la section suivante.

2.2 La réalité autochtone

Cette section présente les enjeux relatifs à la réalité autochtone vis-à-vis des changements climatiques. Au Canada, le Nord est l'une des régions les plus vulnérables aux effets de ces changements, notamment de par la vitesse à laquelle le climat se réchauffe et la situation de dépendance directe envers les ressources naturelles afin d'assurer la survie des communautés (Sellers, 2018). L'Arctique est une région qui représente une grande part des recherches entourant la relation entre le genre et le climat au sein des communautés autochtones. Il s'agit également d'une des régions où les changements climatiques se font le plus sentir, d'où son appellation de « baromètre climatique du monde » (D. Smith, s. d.). D'ici 2050, il est prévu que l'océan arctique sera exempt de glace durant 125 jours annuellement, comparativement à 50 jours en 2015. Ces modifications engendreront des bouleversements dans l'alimentation et la reproduction d'espèces constituant la source de l'alimentation des populations inuites, telles que l'ours polaire, certains oiseaux migrateurs, le caribou et certains poissons. (Cameron, 2012)

Bien que les mesures d'atténuation demeurent nécessaires dans la région nordique, il importe encore davantage de s'orienter vers des mesures d'adaptation en tant que moyen de protéger et de renforcer les moyens de subsistance des Inuits dans un environnement changeant rapidement (Cameron, 2012).

Les populations autochtones maintiendraient 80 % de la biodiversité mondiale sur les terres qu'elles occupent. Il est aujourd'hui démontré que les connaissances, innovations, pratiques et systèmes de valeurs des communautés autochtones vis-à-vis de leurs territoires contribuent à ce que la biodiversité y décline moins rapidement qu'ailleurs. Même si la nature gérée par les peuples autochtones est soumise à une pression croissante, le déclin de la biodiversité sur ces terres est moindre qu'ailleurs. (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques [IPBES], 2019) Ainsi, les communautés autochtones constituent une source de connaissances qui ont le potentiel d'offrir une grande contribution aux efforts globaux de durabilité si les outils et les droits légaux et politiques leur étaient donnés. En outre, « les femmes autochtones se retrouvent à l'avant-garde des efforts, tant locaux qu'à l'échelle mondiale, afin de protéger et défendre ces territoires d'une grande diversité sociale et écologique » (traduction libre de : WECAN, 2018). Selon Whyte (2014), les femmes autochtones assument certaines responsabilités au sein de leur communauté, et leur engagement à remplir ces responsabilités « les motive à assumer des positions de leader » dans la lutte aux changements climatiques.

En effet, en réponse à la problématique globale que représentent les changements climatiques, les femmes autochtones passent à l'action à l'échelle locale. En ligne de front des préjudices environnementaux sur leur territoire, les femmes autochtones sont vulnérables au déplacement et à la migration, de même qu'à l'apatridie, c'est-à-dire le fait pour un individu d'être privé de sa nationalité. Il s'agit d'alors d'une personne qui n'est reconnue par aucun État comme étant son ressortissant. (Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme [HCR], 2019a) L'un des exemples les plus concrets est la disparition potentielle du territoire de certains États insulaires menacés par la montée des eaux.

Un exemple éloquent de mobilisation autochtone est celui du mouvement initié par les femmes de la nation Standing Rock Sioux, qui s'opposaient à la construction du pipeline Dakota Access afin de protéger leurs ressources en eau. Ce mouvement de résistance découlait de leur rôle traditionnel en tant que protectrices de cette ressource. (Penn-Roco, 2016) Ainsi, les femmes de Standing Rock Sioux incarnaient la capacité spirituelle, culturelle et politique d'agir en tant que chef de file dans cette mobilisation et jouaient un rôle fondamental dû au fait que leurs systèmes de connaissances et leur capacité à remplir leur rôle traditionnel étaient menacés d'effacement.

Le féminisme dit « autochtone », de l'anglais « *indigenous feminism* », s'attarde sur les injustices de genre à l'endroit des femmes autochtones et sur la façon dont ces injustices sont créées par les politiques et pratiques coloniales. Cette version du féminisme se penche donc sur l'intersectionnalité entre le colonialisme et le patriarcat pour mettre en lumière comment leur influence modèle les relations de pouvoir entre les genres. Elle se penche plus précisément sur la façon dont l'appartenance ethnique et le genre

interagissent pour induire une perte de pouvoir social, qui découle de pratiques, tant contemporaines qu'historiques, de colonialisme, de racisme et de sexisme. C'est ce qui amène Cheryl Suzack (2015) à parler d'une double discrimination envers les femmes autochtones. L'objectif est d'atteindre une justice de genre pour les femmes autochtones par l'analyse des façons dont elles ont été marginalisées « non seulement en tant que femmes, mais aussi en tant qu'individus marqués par le racisme et le colonialisme » (Suzack, 2015).

Certains auteurs parlent de *deep colonizing*, ou colonisation profonde, comme un ensemble de pratiques contribuant à l'effacement de la présence des femmes autochtones. Ces pratiques, bien que visant à renverser les effets de la colonisation, ont plutôt pour effet de les perpétuer au travers de pratiques qui réduisent au silence les savoirs et styles de vie des femmes. (Suzack, 2015) Tout comme la théorie écoféministe considère la crise climatique et les luttes féministes envers l'égalité des genres comme étant interreliées, pour les populations autochtones, les changements climatiques sont directement reliés à la justice environnementale, et donc à des enjeux historiques et contemporains de colonialisme.

Les femmes autochtones développent une connaissance détaillée des phénomènes environnementaux, par exemple en observant les effets des changements climatiques sur « la qualité de la peau des phoques ou la des baies lors des récoltes » (traduction libre de : Figueiredo et Perkins, 2011). En somme, elles sont « des sources précieuses et expertes de savoirs vis-à-vis des changements climatiques et des priorités à l'échelle locale puisque les changements climatiques ont des répercussions sur leurs rôles et responsabilités » (traduction libre de : Figueiredo et Perkins, 2011). Les voix autochtones offrent une occasion d'avoir une compréhension plus riche de ce tissage de liens entre le genre et la nature. Toutefois, en accédant et en utilisant les savoirs des femmes autochtones, les chercheurs, scientifiques et décideurs doivent reconnaître que l'accès à ces savoirs doit s'accompagner de réelles tentatives de décolonisation. Le cas contraire, l'utilisation de ces connaissances en les séparant de leur contexte politique risque de s'apparenter à une appropriation. L'autodétermination des autochtones et la décolonisation sont nécessaires afin de réclamer ces savoirs traditionnels de manière légitime. (L. Nixon, 2015)

Le rapport D5 de l'IPBES (2019) énonce également que la reconnaissance des connaissances, innovations, pratiques et valeurs des peuples autochtones « et leur inclusion et participation dans la gouvernance de l'environnement » améliore souvent « la conservation, la restauration et l'utilisation durable » de la nature. Toujours selon le rapport, leur contribution positive à la durabilité est facilitée par, notamment, l'amélioration de la collaboration et la mise en application du consentement libre, préalable et éclairé.

Ce rapport propose une liste d'approches pour atteindre un développement durable. Elle met notamment de l'avant le fait de promouvoir des stratégies de gouvernance inclusives à travers l'engagement des parties

prenantes et l'inclusion des communautés autochtones. Pour ce faire, le rapport suggère de permettre l'inclusion et la participation des communautés autochtones, ainsi que des femmes, dans la gouvernance environnementale. (IPBES, 2019)

La relation de proximité qu'entretiennent les communautés autochtones avec la nature est issue de leur compréhension que leur mode de vie est directement tributaire de l'état de santé de l'environnement (Association des femmes autochtones du Canada, 2015). En effet, la terre, l'eau et les ressources naturelles sont des atouts majeurs au développement culturel et économique des communautés (Association des femmes autochtones du Canada, 2018). Pour la protection de ces richesses naturelles, les femmes autochtones se mobilisent devant la menace que représentent les pratiques extractives sur leur territoire.

2.3 Les impacts de l'extractivisme

En matière d'extractivisme, le Canada est un acteur important, tant sur son territoire qu'à l'étranger, ce qui s'explique surtout par le fait que son territoire recèle de nombreuses ressources naturelles. Toutefois, le développement de l'industrie extractive se fait aux dépens des communautés autochtones, qui « se retrouvent au front [...] non par choix, mais par nécessité afin de sauvegarder leur terre ancestrale et leur mode de vie » (Fédération des femmes du Québec, 2019). Les impacts de l'industrie extractive canadienne ne se limitent pas au territoire canadien puisque des compagnies canadiennes, notamment minières, mènent également des activités extractives dans des pays sud-américains et africains. Les populations autochtones de ces pays en subissent donc également les préjudices. Ce sont les femmes autochtones qui subissent le plus les effets de l'extractivisme, et qui se retrouvent à l'avant-plan des luttes en résistance « contre l'expropriation et l'exploitation des terres agricoles et des ressources naturelles » (Fédération des femmes du Québec, 2019). De plus, le concept du territoire est fondamental à l'identité autochtone. Il agit en tant que baromètre de « communautés intactes », de point central aux récits et aux pratiques sacrées, de même qu'à titre de ressource pour la stabilité culturelle et socio-économique. (John, 2015)

Pour plusieurs auteurs, la société canadienne devrait repenser sa dépendance envers l'industrie extractive en tant que principale source de richesse. Au-delà des bénéfices économiques, cette industrie représente surtout une menace pour la santé et le bien-être de la population (Griffin Cohen, 2017). Selon WECAN (2015), une économie reposant sur les combustibles fossiles sacrifie souvent la santé des communautés et de l'environnement en faveur du profit et perpétue certains schémas d'oppression raciale et sexiste.

Parmi les impacts des activités extractives sur les territoires, l'on retrouve la contamination des sols, qui nuit aux cultures et complique la pratique de l'agriculture de subsistance. Les produits chimiques industriels tels que les biphényles polychlorés (BPC) et le DDT qui se retrouvent dans l'eau et le sol migrent, par le biais de la chaîne alimentaire (plantes, poissons, faune, etc.), dans le corps des personnes qui les consomment. Ces contaminants sont alors stockés dans les cellules adipeuses, à défaut d'être décomposés. « Les seuls moyens pour le corps d'excréter de grandes quantités de ces contaminants » (Women's Earth Alliance, 2016) sont durant la grossesse à travers le placenta et durant l'allaitement alors qu'ils migrent dans le lait maternel. Katsi Cook, Mohawk et sage-femme, dit alors que « *we, as women, are the landfill* », puisque chaque génération hérite de sa mère des contaminants toxiques (Women's Earth Alliance, 2016).

L'Association des femmes autochtones du Canada a mené une analyse comparative basée sur le genre et portant sur la littérature, les lois et les statistiques relatives à l'exploration et l'exploitation minière. Cette analyse a montré que la proximité géographique entre les femmes autochtones et les mines avait des effets négatifs. Entre autres, « [la] bioaccumulation de toxines issues des activités minières expose les femmes enceintes à de plus grands risques et complications durant leur grossesse » (Association des femmes autochtones du Canada, 2018).

L'extractivisme représente également une menace pour la sécurité et la souveraineté alimentaire. Pour les communautés autochtones affectées, cela implique une plus grande dépendance envers la nourriture provenant de l'extérieur. Puisque c'est aux femmes qu'incombe souvent la responsabilité de subvenir aux besoins de leur famille en matière d'alimentation, ce sont elles qui sont les plus vulnérables à cette perte de sécurité alimentaire. « Plusieurs femmes venant de différentes régions du Canada ont exprimé leurs inquiétudes par rapport au déclin de la population du caribou » (FAQ, 2018). En outre, les activités extractives impliquent fréquemment la déforestation, la construction de mines et de barrages. Puis, la contamination et l'assèchement des cours d'eau sont des impacts de l'extractivisme qui mènent à la disparition d'espèces animales et nuisent à la pratique de la pêche (FAQ, 2018).

Toujours en termes d'impacts des activités extractives, la pollution et contamination de l'air sont susceptibles de générer des problèmes de santé chez les nouveau-nés. Un autre impact est la potentielle division sociale au sein des communautés, entre les personnes en faveur des projets extractifs et celles qui s'y opposent. (FAQ, 2018)

Au Canada, les femmes autochtones sont fréquemment marginalisées du pouvoir politique. Elles vivent en réalité une double marginalisation, reliée au fait d'être une femme et d'être autochtone. Au-delà de cette marginalisation, les femmes subissent particulièrement les effets de la violence environnementale. La violence environnementale (du terme « *environmental violence* ») désigne les impacts disproportionnés de

la pollution et du développement industriel délibérés sur les communautés autochtones et les futures générations, et ce, sans que l'État ou les entreprises ne se soucient des préjudices. (Carmen et Waghiyi, 2012) Rob Nixon (2011) utilise plutôt le terme « *slow violence* » en continuité avec le caractère « invisible » de la violence environnementale pour désigner les préjudices que les dégradations environnementales et les changements climatiques induisent. Il s'agit pour lui d'une forme de violence lente, ignorée du système capitaliste, à l'opposé des formes de violence tangibles, immédiates et dramatiques plus souvent prises au sérieux et faisant plus souvent l'objet de luttes activistes. Nixon questionne la capacité pour les sociétés de prendre au sérieux les formes de violence lente, plus étendues dans le temps en termes d'intensité et dont les effets ne sont pas visibles dans l'immédiat.

2.3.1 Femmes, extractivisme et violence environnementale

Les projets extractifs ont des conséquences néfastes sur les communautés à proximité desquelles ils s'établissent. Les femmes, premières touchées « par les impacts liés à la destruction de l'environnement et le système extractif, y jouent un rôle crucial de mobilisation et de résistance afin de protéger leur culture ancestrale et leur territoire » (traduction libre de : FAQ, 2019).

L'industrie extractive a notamment pour conséquence néfaste de polluer les sources d'eau des régions dans lesquelles elle s'installe. Pour les femmes vivant dans les régions touchées par des projets miniers ou hydroélectriques d'envergure, cela représente souvent une perte d'autonomie. Cela représente aussi une menace à la souveraineté alimentaire, en empêchant les communautés locales de pratiquer l'agriculture. En d'autres termes, cela « prive les femmes de leur mode de subsistance et des ressources financières nécessaires à leur autonomie » (FAQ, 2018).

La violence environnementale prend diverses formes, notamment relatives à des maladies telles que le cancer¹⁶ et la propagation de maladies transmises sexuellement. Elle englobe aussi des impacts sociaux tels que la violence sexuelle et domestique, la disparition et les assassinats de femmes autochtones, l'exploitation sexuelle, l'augmentation du crime et de la consommation d'alcool et de drogues, l'augmentation du taux de suicide, la dépossession des terres, une perte de culture et de conditions propices à l'autodétermination et la pauvreté. (Women's Earth Alliance, 2016)

¹⁶ La mine de Port Radium, en activité de 1929 à 1982 dans les Territoires du Nord-Ouest, en est un exemple. Des hommes de la communauté majoritairement autochtone de Déline avaient été embauchés afin de transporter de l'uranium. Au fil du temps, les cas de cancer ont augmenté dans la communauté et, en 1999, 14 des 30 travailleurs étaient décédés des suites du cancer. (Keeling et Sandlos, s. d.) Ce lien de causalité est toutefois controversé depuis la publication d'un rapport scientifique en 2005 qui stipule que le lien ne peut être établi avec certitude.

En outre, la résistance à l'extractivisme menée par les femmes comporte son lot de menaces auxquelles elles sont plus particulièrement vulnérables, notamment les violences sexuelles. L'arrivée de travailleurs dans des régions minières est susceptible de mener à une augmentation du taux de consommation d'alcool et de la prostitution. (FAQ, 2019) Puis, les mouvements de résistance des femmes envers l'extractivisme et la protection de l'environnement impliquent des enjeux de sanction et de répression à leur égard. Par exemple, les femmes sont souvent criminalisées pour leurs revendications consistant à protéger leur territoire. Dans certains cas, elles sont accusées de s'opposer au progrès et au développement et peuvent même être accusées de terrorisme.

Plusieurs femmes autochtones tissent un lien entre la violence à l'égard du territoire et la violence exercée à l'égard de leurs corps. Pour Kim Smith de St. Michaels, Arizona, une femme Todich'í'nii du clan Bitterwater :

« Our land is being violenced and that violence is reflected upon our bodies. Whether it's through sexual abuse due to increased man camps, contamination of breast milk due to toxins, spontaneous miscarriages, children born with developmental delays, those are all ways that violence upon the land directly impacts native women's bodies¹⁷ » (Women's Earth Alliance, 2016).

En 2015, la marche Nihigaal bee Iina Walkers, qui signifie « *our journey for existence* », a été conduite au Nouveau-Mexique et visait à réfléchir à la violence environnementale, induite par les industries extractives telles que la fracturation hydraulique et les activités minières, à laquelle les communautés Navajo sont confrontées. Le trauma hérité de la colonisation est aujourd'hui perpétré par l'industrie extractive. La marche a permis aux participants d'être témoins de cette réalité, notamment en visitant une école ayant été fermée à cause de la contamination de l'eau engendrée par les puits pétroliers installés à proximité. Cette marche visait à créer un espace pour que les femmes et les jeunes fassent entendre leur voix, autrement réduite au silence. Elle mettait aussi en évidence le fait que l'absence de choix ou de consentement constitue une forme de violence. (Women's Earth Alliance, 2016)

2.3.2 Les femmes autochtones au sein des processus de décision

Les femmes doivent souvent se battre pour être reconnues en tant que sujets politiques. En effet, elles ont historiquement été écartées des processus décisionnels et des négociations. En 2012, sous le gouvernement de Stephen Harper, la cheffe Attawapiskat Theresa Spence avait mené une grève de la faim afin d'attirer

¹⁷ La citation n'a pas été traduite dans le but de ne pas déformer le ton et l'intention de la personne citée et donc de représenter fidèlement sa façon d'exprimer son point de vue.

l'attention du gouvernement sur la nécessité de respecter les droits issus de traités. Toutefois, elle a dû y mettre fin, n'obtenant pas de réponse à sa demande. (John, 2015)

La création d'opportunités afin d'inclure les femmes dans ces processus décisionnels est fondamentale afin de garantir que leurs voix soient entendues. Ces opportunités peuvent consister autant en de la formation à la politique, du renforcement, de l'auto-organisation et de l'inclusion dans les débats publics. (FAQ, 2019)

En matière d'auto-organisation, la rencontre internationale intitulée « Femmes en résistance face à l'extractivisme » tenue en 2018 a permis le développement d'un lien de solidarité entre les femmes autochtones canadiennes et celles des autres pays, car leur réalité est parallèle, notamment en ce qui a trait aux impacts des compagnies minières (FAQ, 2019). Ce type de rencontre et les possibilités d'échanges qu'elle a suscitées fut apparemment très formateur et inspirant pour les participantes.

2.3.3 *Idle No More*

Idle No More est un mouvement initié par quatre femmes de la Saskatchewan, soit Nina Wilson, Sheelah Mclean, Sylvia McAdam et Jessica Gordon. Elles se sont regroupées en 2012 en protestation aux projets de loi C-31 et C-45. Le projet de loi C-45 est devenu la Loi sur l'emploi et la croissance. Il s'agit d'une loi omnibus qui a affecté 60 autres lois et qui fut proposée en octobre et passée le 14 décembre. Ce projet de loi volumineux a été adopté en très peu de temps, et ce, sans laisser place au débat et sans consentement préalable et éclairé de la part des communautés autochtones. (John, 2015) Selon *Idle No More* :

« Les changements apportés par la loi réduisaient les droits et l'autorité des communautés autochtones tout en permettant aux gouvernements et aux entreprises de faire avancer plus facilement des projets sans évaluation environnementale rigoureuse. Le mouvement a rapidement reçu un soutien important au Canada et à l'international, et s'est étendu aux questions de la protection de l'environnement et aux droits des Autochtones en général » (L'Encyclopédie canadienne, 2019).

Aujourd'hui, *Idle No More* met sur pied des rassemblements et manifestations pacifistes qui se positionnent en faveur des droits des autochtones et de la protection de l'environnement. L'organisation mène également des activités d'éducation au public, tant au niveau local qu'international, notamment par le biais de plateformes web et des réseaux sociaux, de conférences et de présentations dans le cadre des Nations unies. « *Idle No More* démontre que le féminisme autochtone constitue une véritable stratégie politique pouvant être renforcée par la participation et le soutien d'hommes autochtones et de non-autochtones » (John, 2015). Toutefois, l'identification des femmes autochtones au féminisme est ambiguë, puisque certaines dénoncent le fait que le féminisme a parfois tendance à ne pas chercher à véritablement comprendre le contexte des femmes autochtones, tant historique et contemporain (John, 2015). En d'autres termes, le discours

féministe, lorsqu'il est tenu par des femmes occidentales, ne rejoint pas nécessairement les femmes autochtones. L'unité entre les féministes autochtones et les féministes occidentales sera donc difficile à atteindre si l'on tait les enjeux de colonialisme sous-jacents à la réalité des femmes autochtones (L. Nixon, 2015).

2.4 Enjeux de politique canadienne

Certains événements récents relatifs à la politique canadienne constituent un sujet d'étude éloquent à partir desquels des liens peuvent être tissés entre les enjeux écoféministes et autochtones. Cette section s'y attarde, et plus particulièrement concernant le projet d'expansion du pipeline Trans Mountain.

2.4.1 Le cas de l'expansion du pipeline Trans Mountain

Actuellement, l'un des projets énergétiques sur le territoire canadien faisant face à une vive opposition de la part des communautés autochtones est l'expansion du pipeline Trans Mountain, qui transportera les sables bitumineux de l'Alberta. Ce projet d'expansion concerne le segment de 1 150 kilomètres allant de Strathcona County, Alberta, à Burnaby, Colombie-Britannique. Il est estimé que la capacité de transport du pipeline passera alors de 300 000 barils à 890 000 barils par jour. (Trans Mountain, s. d.a) Les derniers 28 kilomètres du tracé du nouveau pipeline se trouvent dans la zone de consultation de la nation Tsleil-Waututh (Tsleil-Waututh Nation Sacred Trust initiative, s. d.). Le tracé résultant du projet d'expansion du pipeline est illustré en bleu sur la carte ci-après.

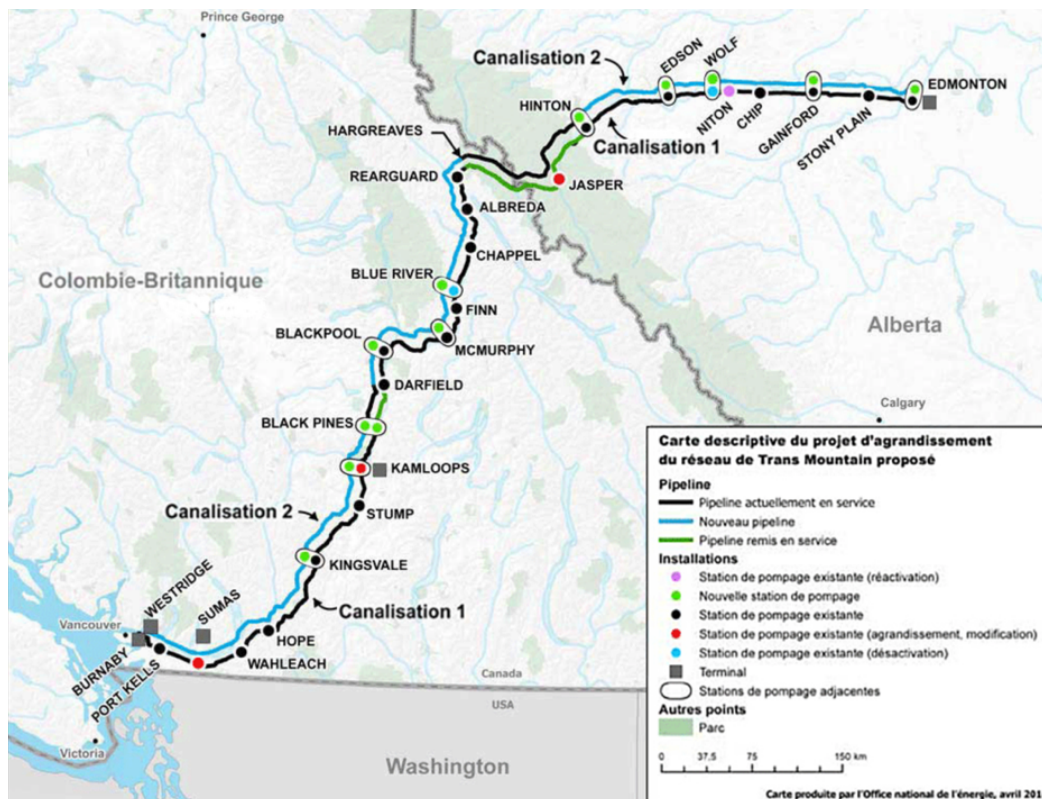


Figure 2.1 Projet d'expansion du réseau de Trans Mountain

(tiré de : Gouvernement du Canada, 2019d)

De surcroît, 70 % du bitume dilué serait exporté à partir du terminal pétrolier Westridge, à Burnaby. Ainsi, le transport à partir de ce terminal serait 7 fois plus important après le projet d'expansion, passant d'environ 5 pétroliers par mois à 34. (Environnement et Changement climatique Canada, 2016) Les risques de déversement seront donc inévitablement accrus.

En 2016, un rapport d'Environnement et Changement climatique Canada révélait une estimation des émissions de gaz à effet de serre (GES) reliées au projet d'expansion de Trans Mountain. Les émissions de GES s'élèveraient de 21 à 26 mégatonnes d'équivalent CO₂ par année pour ce qui est de l'entière du réseau, et, en ce qui a trait uniquement à l'expansion (augmentation de 590 000 barils par jour), les émissions seraient d'environ 13 à 15 mégatonnes d'équivalent CO₂ par année. Néanmoins, cette estimation n'inclut pas les émissions indirectes telles que les changements d'affectation des sols.

Bien qu'originellement construit en 1952-1953 suite à l'impulsion d'une charte du Parlement du Canada, le pipeline Trans Mountain a été acheté par Kinder Morgan Canada en 2005 dans le but de transporter les sables bitumineux de l'Alberta vers la côte ouest.

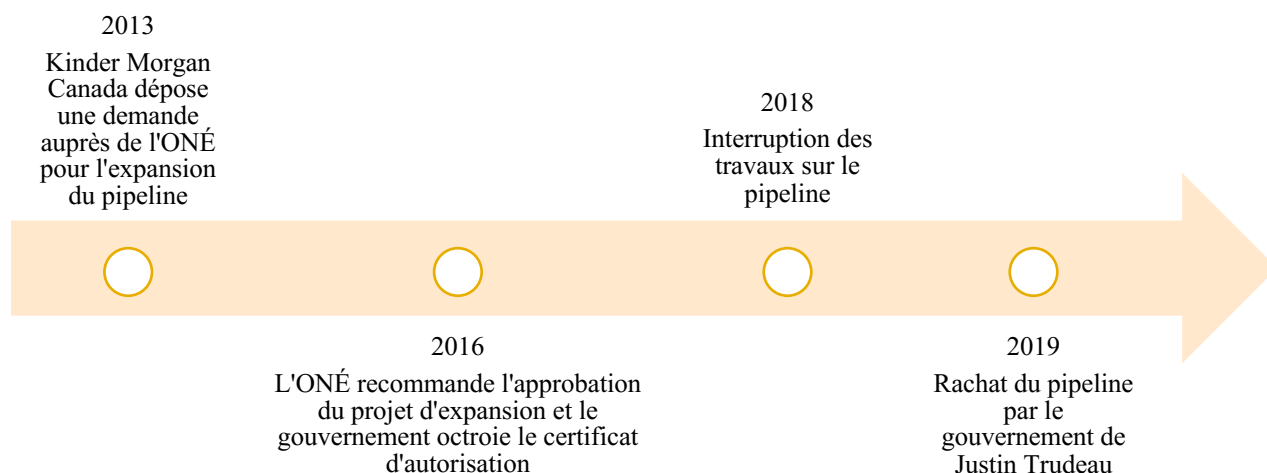


Figure 2.2 Historique récent du pipeline Trans Mountain (inspiré de : Trans Mountain, s. d.b)

En 2013, Kinder Morgan Canada, l'entreprise à laquelle appartient Trans Mountain, a déposé une demande auprès de l'Office national de l'énergie (ONÉ) pour l'expansion du pipeline. Cette même année, des communautés autochtones, les villes de Vancouver et Burnaby et la Colombie-Britannique, notamment, se sont opposées au projet. Kinder Morgan a donc interrompu les travaux sur le pipeline en avril 2018. Puis, en 2016, l'ONÉ a recommandé l'approbation du projet d'expansion. L'une des raisons évoquées par l'Office national de l'énergie quant à l'approbation du projet d'expansion de Trans Mountain est qu'il relève de l'intérêt public. Néanmoins, il y a matière à se questionner sur le véritable sens de cet intérêt public, puisque le projet compromet la santé¹⁸ et le mode de vie des communautés autochtones sur son tracé. (Cladoosby, Forsman, Gobin et Julius, 2019, 14 juin) Ainsi, les voix des personnes les plus directement affectées par ce projet sont celles qui ne sont pas reconnues. Toujours en 2016, le gouvernement du Canada a octroyé un certificat permettant la construction et l'exploitation du réseau Trans Mountain (Trans Mountain, s. d.b).

En 2019, le pipeline a été racheté par le gouvernement de Justin Trudeau (Trans Mountain, s. d.b), suscitant un vif mouvement d'opposition de la part des groupes écologistes. Plusieurs communautés autochtones des États-Unis, Swinomish, Suquamish, Tulalip et Lumni, se sont d'ailleurs ralliées à l'opposition des communautés autochtones canadiennes au projet d'expansion.

¹⁸ En termes de santé, la pollution engendrée par l'exploitation des sables bitumineux a été reliée à un taux plus élevé de cancer chez des communautés autochtones à Fort Chipewyan selon une étude de l'Université du Manitoba (McLachlan, 2014).

2.4.2 Déclaration d'urgence climatique

Au-delà de l'infrastructure physique et des dommages environnementaux, sociaux et culturels causés par le pipeline Trans Mountain, il est important de tenir compte du contexte politique ayant entouré l'acceptation du projet. Ce contexte, dont il sera discuté ci-après, recèle un discours colonial au caractère divergent et ayant des impacts considérables sur les communautés autochtones. En effet, ce discours n'est pas conséquent dans sa mise de l'avant des enjeux de crise climatique, d'action écologique, de féminisme et de dommages environnementaux et les réelles actions prises en réponse à ces enjeux.

À la mi-mai 2019, le gouvernement libéral proposait une motion à la Chambre des communes déclarant que le Canada se trouvait en situation d'urgence climatique. Cette annonce a été mise de l'avant par la ministre fédérale de l'Environnement Catherine McKenna en annonçant que « les changements climatiques constituent une crise réelle et urgente, entraînée par l'activité humaine » (Jackson, 2019, 17 juin). Le but était que la Chambre des communes reconnaisse la nécessité pour le Canada de s'engager à respecter sa cible climatique telle qu'énoncée au sein de l'Accord de Paris et à réduire ses émissions de façon à respecter la cible de 2 °C, tout en menant les efforts nécessaires afin de demeurer sous le seuil de 1,5 °C tel que recommandé par le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C. Néanmoins, cette motion est non-contraignante, c'est-à-dire qu'il s'agit davantage d'un énoncé de vision, mais ne contraint le gouvernement à aucune prise d'action. (CBC, 2019, 18 juin) Il est à noter que le rapport spécial du GIEC paru le 8 octobre 2018 et portant sur la différence des impacts d'un réchauffement de 1,5 °C et d'un réchauffement de 2 °C ne s'était pas penché sur les risques spécifiques au genre qu'impliquent ces scénarios. Néanmoins, il est reconnu que les femmes ont une vulnérabilité accrue vis-à-vis du climat en milieu rural en Afrique, en Asie et en Amérique latine, où les femmes sont plus directement dépendantes des moyens de subsistance. Conséquemment, celles-ci seront plus démesurément affectées par le probable dépassement du seuil de 1,5 °C.

Néanmoins, le gouvernement continuera de subventionner le développement de la filière des énergies fossiles. En effet, peu de temps après cette annonce, Justin Trudeau autorisait l'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain après l'avoir racheté pour 4,5 milliards de dollars en 2019, ce qui permettrait de tripler sa capacité de transport pétrolier, passant d'environ 300 000 à 890 000 barils chaque jour. Ce projet fait face à une forte opposition de la part des communautés autochtones, lesquelles, selon le gouvernement, continueront d'être consultées à travers ce projet d'agrandissement. Certaines communautés autochtones s'opposent d'ailleurs au fait que l'expansion du tracé de l'oléoduc se fasse sur leurs terres. Certaines nations considèrent ne pas avoir été suffisamment et adéquatement consultées, notamment la nation Squamish et la nation Tsleil-Waututh. (Buzzetti et Vastel, 2019, 19 juin)

Les communautés autochtones, et plus particulièrement les femmes, sont exclues, ignorées et reléguées en marge des décisions politiques relatives à l'environnement, entre autres. Les décisions relatives aux politiques énergétiques canadiennes, qui vont à l'encontre des cultures et des pratiques autochtones, constituent une forme de colonialisme. Pourtant, les politiques du gouvernement doivent être perçues en tenant compte des perspectives changeantes sur le genre et les changements climatiques.

En 2015, Justin Trudeau se déclarait féministe sur Twitter, et a depuis défendu cette figure de leader féministe, notamment lors de conférences internationales en lien avec l'ONU. Il a toutefois été la cible de nombreuses critiques concernant ses réelles actions allant en ce sens. L'attitude de son gouvernement vis-à-vis des communautés autochtones dans le cadre de projets énergétiques peut porter à penser qu'il s'agit d'un simple discours colonial qui utilise le discours féministe sans réellement porter oreille à ceux et celles qui seront les plus affectés par les décisions gouvernementales.

Ainsi, dissimulées sous un discours féministe, des politiques coloniales et néocoloniales continuent d'opérer. Ces politiques profitent notamment de la marginalisation des femmes autochtones et de la perpétuation des inégalités de genre, en ce qui a trait aux décisions politiques du secteur énergétique, telles que celles entourant les projets d'exploration et d'exploitation minière. Cette marginalisation des voix féminines amoindrit la légitimité des décisions relatives à ce secteur prises par le gouvernement et les compagnies. (Association des femmes autochtones du Canada, 2018)

MacGregor soutient qu'une lentille féministe afin d'analyser comment les discours dominants forgent les politiques entourant les changements climatiques est une importante addition aux analyses portant sur les impacts différenciés des changements climatiques selon le genre (MacGregor, 2010). Une réelle consultation auprès des femmes autochtones permettrait de s'assurer de leur engagement en amont et de bonne foi, de favoriser une communication transparente, de même que de se concentrer sur les enjeux sexospécifiques¹⁹ (Association des femmes autochtones du Canada, 2018).

Toujours concernant l'expansion de Trans Mountain, à la dernière étape du processus de consultation (Phase III), le gouvernement du Canada n'aurait pas respecté les conditions minimales imposées par la Cour Suprême du Canada, soit notamment de s'engager dans un dialogue empreint de considération, significatif

¹⁹ De l'anglais « *gender-specific* ». Signifie ce qui se rapporte « aux rôles, aux comportements, aux activités et aux attributs sociaux qu'une société donnée considère comme appropriés pour les hommes et pour les femmes » (OMS, 2019). Le terme « sexospécifique » ne correspond toutefois pas entièrement à la pensée de l'auteure de cet essai puisqu'il renvoie à la dimension binaire du sexe et ne reflète pas la diversité des genres.

et bidirectionnel, avec les communautés autochtones. Plutôt, tel qu'énoncé par la Cour d'appel, les représentants canadiens se seraient contentés « d'écouter et enregistrer les préoccupations des demandeurs autochtones pour les transmettre aux décideurs canadiens », sans qu'un « dialogue constructif, réfléchi et significatif ait émané du gouvernement canadien envers les demandeurs, en réponse à leurs préoccupations » (Gouvernement du Canada, s. d.).

Dans un article du National Post paru le 25 juin 2019 (Snyder), Leah George-Wilson, la cheffe de la nation Tsleil-Waututh en Colombie-Britannique, déplore le fait que le gouvernement libéral soit allé de l'avant avec le projet de Trans Mountain, malgré des incertitudes concernant les impacts du bitume dilué dans l'eau et ses potentielles interactions dans le cas d'un déversement. Cette décision prématurée de la part du gouvernement a selon elle amené sa communauté à « perdre espoir vis-à-vis du processus de consultation, qui se voulait basé sur la notion de consentement » (traduction libre de : Snyder, 2019, 25 juin). Ainsi, si des consultations ont bel et bien été menées, elles ne le furent qu'en surface et ne sont pas, pour Leah George-Wilson, significatives.

En outre, toujours selon George-Wilson, cette approbation de l'agrandissement du pipeline Trans Mountain témoigne d'une perpétuation des actes de génocide coloniaux à l'égard des peuples autochtones (Brake, 2019, 18 juin).

Plusieurs nations s'opposent au projet de Trans Mountain. Pour la cheffe Judy Wilson (Union of B.C. Indian Chiefs), tant qu'une nation s'oppose au projet, il ne devrait pas être mené à terme. Ce discours entre en contradiction avec l'attitude du gouvernement, qui ne compte pas s'arrêter face à l'opposition d'une nation. Pour Wilson, l'incertitude quant aux risques futurs est élevée et suffit à justifier la nécessité de mettre un frein au projet. (Connolly, 2019, 5 mai)

En regard du rapport du GIEC concernant le seuil de 1,5 °C, nos sociétés ne disposeraient que de quelques années afin d'apporter des changements drastiques à leurs économies. À la lumière de l'annonce du gouvernement canadien concernant l'expansion du pipeline Trans Mountain, l'*Union of British Columbia Indian Chiefs* (2019) considère que cette décision témoigne d'une approche irresponsable vis-à-vis des changements climatiques et des droits humains des peuples autochtones.

En juin 2019, la porte-parole de la nation Squamish, Khelsilem, suite à la rencontre de la nation avec les représentants du gouvernement dans le cadre d'une consultation de phase III, disait que cette consultation n'était qu'une tentative superficielle n'ayant pas permis de répondre à leurs préoccupations. Selon elle, « l'absence d'un dialogue significatif avec les titulaires de droits montre soit que le gouvernement n'est soit

pas sérieux quant à la construction de ce pipeline ou qu'il n'est pas sérieux quant au respect des droits autochtones » (traduction libre de : Union of B.C. Indian Chiefs, 2019).

Ainsi, la reconnaissance des voix autochtones féminines permettrait de reconnaître les préjudices historiques subis par les communautés autochtones et qui perdurent encore aujourd'hui sous forme d'injustices (Suzack, 2015). En matière de décisions politiques relatives à l'environnement, les consultations futures et les efforts menés afin de considérer ces voix devraient adopter un point de vue écoféministe qui reconnaît les oppressions que subissent les femmes, hommes et enfants autochtones.

2.4.3 Violence à l'égard des femmes

Tel que mentionné précédemment, les projets de développement miniers, pétroliers et gaziers et leurs camps de travailleurs qui s'installent à proximité des communautés éloignées induisent souvent une augmentation de la violence à l'égard des femmes²⁰, notamment des violences sexuelles. Par violence à l'égard des femmes, on entend :

« Tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée » (Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, 2019).

Notamment, plusieurs études démontrent une corrélation entre l'implantation de camps de travailleurs à proximité de communautés éloignées et une augmentation du commerce du sexe et du harcèlement sexuel. Par exemple, à Fort St. James, une étude a démontré une augmentation de 38 % dans les cas d'agressions sexuelles rapportées en 2011, durant la première année de l'implantation d'un projet industriel. (Edwards, 2019)

Un rapport de 2016 d'Amnistie internationale mentionnait d'ailleurs que les femmes autochtones subissaient les plus grands taux de violence au Canada, et que le développement de projets destructeurs pour l'environnement augmente ce risque (Amnistie internationale, 2016). Les femmes autochtones de l'Alberta et de la Colombie-Britannique s'inquiètent donc des répercussions du projet d'expansion de Trans Mountain sur leur sécurité.

²⁰ En anglais, on emploie également le terme « *gender-based violence* », qui fait référence à tout acte reposant sur des normes de genre et des relations de pouvoir inégales et commis contre la volonté d'une personne (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR, 2019b).

Pour plusieurs femmes, tel qu'énoncé par Femmes autochtones du Québec (2018), il existe donc une relation directe entre le territoire et le corps des femmes : « dans la résistance face aux industries extractives, leur corps est le premier territoire à défendre » (FAQ, 2018). Une piste de solution afin de pallier aux risques de violence accrue envers les femmes reliés à la mise sur pied d'un projet industriel serait l'« intégration de la dimension du genre, du processus consultatif à l'analyse des impacts » (FAQ, 2018). Cette recommandation se retrouve parmi les demandes formulées suite à la rencontre « Femmes en résistance face à l'extractivisme » auprès des décideurs canadiens, à Ottawa, par les femmes qui sont affectées par les activités des entreprises minières. Parmi ces demandes, l'on retrouve également la reddition de comptes de la part des compagnies minières en cas de violation des droits humains et la création d'espaces de rencontre entre décideurs et des organismes de femmes s'opposant aux projets. (FAQ, 2018)

En outre, tel qu'énoncé dans le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (s. d.) :

« Les autorités fédérales, provinciales, territoriales et autochtones, à l'instar des sociétés minières, pétrolières et gazières, doivent davantage tenir compte de la sécurité des femmes et des enfants lors du processus décisionnel relatif à l'extraction de ressources sur les territoires autochtones ou à proximité de ceux-ci. »

2.4.4 Les impacts du projet sur les communautés

En amont de la décision prise par Justin Trudeau, en février, l'Office national de l'énergie du Canada (ONÉ) publiait un rapport dans lequel il recommandait l'approbation de l'expansion du pipeline, et ce, malgré les risques pour la mer des Salish reliés à l'augmentation du trafic de pétroliers. Parmi ces risques, l'on retrouve le potentiel effondrement d'espèces marines telles que le saumon, dont les communautés autochtones dépendent, de même que l'extinction de l'orque et contamination des bancs de mollusques et crustacés si jamais un déversement devait survenir. (Cladoosby et al., 2019, 14 juin) Pour les communautés autochtones à proximité, la mer des Salish représente une source de nourriture, de loisirs, et d'épanouissement culturel et spirituel. En outre, ce projet d'expansion représente une augmentation significative des émissions de GES et résonne d'ironie avec l'annonce selon laquelle le Canada serait en situation d'urgence climatique en mai 2019. En effet, en ce qui a trait aux enjeux environnementaux, ce projet d'expansion du pipeline Trans Mountain constitue un pas de recul alors qu'il serait plutôt nécessaire de s'éloigner de la dépendance aux énergies fossiles pour plutôt se tourner vers des sources d'énergie dites « propres », telles que le solaire et l'éolien. De plus, ce pipeline traverserait des terres autochtones sans consentement préalable et représenterait une menace pour les cours d'eau et sources d'eau potable sur son trajet.

Au sujet de l'orque, le projet d'expansion serait nuisible à la survie de l'espèce sur deux niveaux. Tout d'abord, l'élargissement du pipeline sur le territoire de la Colombie-Britannique traverse le bassin hydrographique de Thompson et donc l'habitat et les voies de migration du saumon quinnat, une des principales sources de nourriture de l'orque sur la côte ouest. Dans le cas d'un déversement, cette source de nourriture serait donc compromise. De plus, l'augmentation du trafic de pétroliers dans le port de Vancouver serait susceptible de perturber l'habitat de l'orque, notamment à cause du bruit. (Gerding, 2018, 2 juin) Ce bruit impacte les sens des orques, qui se fient sur leur sonar pour communiquer et pour se nourrir. L'augmentation du trafic induit également une augmentation du risque de collision avec les orques. Enfin, l'orque représente une valeur culturelle pour la nation Tsleil-Waututh. (Tsleil-Waututh Nation Sacred Trust initiative, s. d.)

2.4.5 L'empreinte écologique de l'extraction des sables bitumineux

Les sables bitumineux consistent en un mélange de sable, d'argile, d'eau et de bitume. Le bitume doit être mélangé à des huiles plus légères pour obtenir du pétrole brut synthétique pouvant ensuite être raffiné et utilisé de la même façon que le pétrole conventionnel. Ceux-ci possèdent une haute viscosité et une haute densité. Afin de diminuer ces dernières et de pouvoir le transporter, le bitume doit être dilué, généralement avec du condensat de gaz naturel, un sous-produit liquide du traitement du gaz naturel, et généralement dans un ratio de 30 % pour 70 % de bitume. (NOAA, 2013)

Le bitume étant plus dense que l'eau, mais parfois moins dense lorsque dilué, il est difficile de prédire le comportement du pétrole issu des sables bitumineux dans l'eau en cas de déversement puisque l'on peut difficilement prédire s'il aura tendance à couler ou à flotter à la surface. De plus, les conditions ambiantes influencent le comportement du bitume dans l'eau, notamment la température, la turbidité et la salinité. (NOAA, 2013) L'extraction du pétrole issu des sables bitumineux requiert une immense quantité d'eau, et son raffinage, une immense quantité d'eau et d'énergie également. De ce fait, pour chaque baril de pétrole issu des sables bitumineux, la quantité de gaz à effet de serre émis peut être jusqu'à 30 % plus élevée que pour un baril de pétrole conventionnel. (Oil Climate Index, 2015)

Dans le cas d'une exploitation minière à ciel ouvert, lorsque les sables bitumineux se trouvent près de la surface, cela représente l'utilisation d'une grande superficie de terres de même que la production de déchets tels que résidus de sable, d'argile et de contaminants (American Geosciences Institute, 2019).

En cas de déversement, les effets sur l'air sont également non-négligeables. Le condensat s'évapore et crée alors des risques pour la santé de par l'inhalation. Un déversement ayant lieu au terminal Westridge à

proximité de la réserve de la nation Tsleil-Waututh pourrait compromettre la santé de plus d'un million de personnes dû aux émissions toxiques (Treaty, Lands & Resources Department, Tsleil-Waututh Nation, s. d.). Pour la nation, les conséquences comprennent également la contamination des terres et la contamination de l'environnement marin (eaux, sédiments, habitat, organismes, etc.). Ces conséquences sont estimées à partir du déversement ayant eu lieu en 2007 à Westridge. Bien que la nation possède le droit ancestral de collecter des bivalves, l'exercice de ce droit est susceptible d'être compromis de par la plus grande difficulté à trouver endroits où on peut les collecter. En 2007, le déversement accidentel d'environ 600 barils de pétrole a compromis la récolte de bivalves. (Treaty, Lands & Resources Department, Tsleil-Waututh Nation, s. d.)

Ces modifications de l'environnement dans lequel la nation Tsleil-Waututh évolue induisent des changements dans leur alimentation dus à la diminution de l'accès à des aliments traditionnels. Cela amène une transition forcée vers une économie basée sur les salaires, perturbe leurs cérémonies avec les ancêtres et plusieurs autres aspects de leur vie traditionnelle. (Treaty, Lands & Resources Department, Tsleil-Waututh Nation, s. d.)

2.5 La notion de consentement libre et éclairé et les droits autochtones

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones stipule, à son article 32, que

1. Les peuples autochtones ont le droit de définir et d'établir des priorités et des stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation de leurs terres ou territoires et autres ressources.
2. Les États consultent les peuples autochtones concernés et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en vue d'obtenir leur consentement, donné librement et en connaissance de cause, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l'utilisation ou l'exploitation des ressources minérales, hydriques ou autres. (Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, 2013)

En outre, à l'article 25, on y stipule que les populations autochtones ont le droit de conserver le lien spirituel qu'ils entretiennent avec leur territoire et les mers côtières, le droit de bénéficier des ressources qui en proviennent, et doivent pouvoir continuer à remplir leurs responsabilités à l'égard des générations futures.

Cette déclaration a été finalisée en 2007. L'Alberta et la Colombie-Britannique se sont également engagées à la mettre en application. D'abord appuyée en 2010 avec quelques réserves sous le gouvernement Harper,

la Déclaration a par la suite été officiellement appuyée en mai 2016 sous l'impulsion de la ministre des Affaires autochtones et du Nord, lorsque le gouvernement fédéral s'est engagé à sa mise en application. Face à l'approbation du projet Trans Mountain, plusieurs communautés autochtones considèrent que leurs droits en vertu de cette Déclaration ont été bafoués. Quoique le gouvernement de Justin Trudeau se soit engagé à son application complète, aucune loi n'a encore été appliquée en ce sens.

2.6 Les formes de colonialisme aujourd'hui

Historiquement, les gouvernements coloniaux ont refusé que les femmes autochtones prennent part aux négociations et ne s'adressaient qu'à des représentants masculins. Sous l'effet de la colonisation, l'organisation des sociétés autochtones a été perturbée, notamment les formes de représentation des femmes. Par exemple, il a été rendu illégal « pour les femmes de prendre part aux conseils de bande ayant remplacé les gouvernements autochtones traditionnels » (traduction libre de : Anderson et Lawrence, 2005). De plus, « l'héritage de la Loi sur les Indiens (1876), sous la forme d'une représentation entièrement masculine, a façonné les dialogues entre les nations depuis lors. Cela a laissé place à une représentation politique qui n'est pas façonnée par la façon qu'ont les femmes de connaître le monde » (traduction libre de : Anderson et Lawrence, 2005). Ainsi, l'organisation des sociétés matrimoniales a été perturbée et les femmes ont été écartées des décisions politiques au niveau national et international. Ces structures de gouvernance majoritairement matriarcales et matrilineaires (dont le patrimoine et le nom de famille sont transmis par la mère) ont été démantelées au profit de structures administratives masculines. Pourtant, les femmes sont conscientes des priorités, des besoins et des enjeux de leur communauté.

En outre, la Loi sur les Indiens détermine l'attribution du statut d'autochtone, dicte la façon dont les sociétés autochtones doivent être organisées et gouvernées ainsi que la façon dont le territoire et les ressources sont administrés par le gouvernement canadien (John, 2015).

L'Association des femmes autochtones du Canada (2018) stipule que la colonisation et ses formes d'assimilation ont mené à une perturbation des normes au sein des communautés autochtones, des rôles et responsabilités des femmes autochtones, des formes de gouvernance traditionnelles de même que de la capacité des communautés à s'auto-déterminer. Pour Glen Sean Couthard (2015, 13 janvier), le colonialisme représente une dépossession fondée sur l'usurpation de l'autorité politique des peuples autochtones sur leurs terres. Le colonialisme se perpétue aujourd'hui à travers des expressions du système capitaliste comme l'extraction des ressources en territoires autochtones sans avoir obtenu leur consentement.

Certains auteurs parlent de post-colonialisme à l'œuvre à l'époque actuelle. Il ne s'agit pas de la fin du colonialisme, mais plutôt de la continuité et la persistance de pratiques colonisatrices dans le présent (Chowdhry et Nair, 2014). Ces pratiques sont encore à l'œuvre notamment dans le Nord canadien auprès des communautés autochtones, de même qu'auprès de communautés autochtones ailleurs au Canada et autour du monde.

En somme, l'écoute et l'intégration des préoccupations des voix qui sont le plus souvent passées sous silence, notamment celles des femmes autochtones, sont nécessaires afin de parvenir à concilier le développement et l'impératif de protection de l'environnement. Pourtant une source de connaissances et d'expérience vis-à-vis de leur environnement et des changements climatiques, les femmes autochtones n'ont pas suffisamment l'opportunité de prendre part aux décisions entourant les changements climatiques. En s'attaquant aux inégalités entre les sexes, cela permettrait aux personnes traditionnellement exclues des postes de pouvoir de participer à la prise de décision et la définition de politiques qui influeront de manière positive sur leur vie. (Buckingham et Le Masson, 2017) La nécessité d'adopter une approche écoféministe dans la façon dont les changements climatiques sont analysés et traités s'accompagne de la nécessité de reconnaître la potentielle relation de complicité que la théorie écoféministe entretient avec les pratiques colonisatrices encore en cours au Canada. Il est crucial que cette théorie soit utilisée à bon escient et que les discours qu'elle crée entourant les changements climatiques se positionnent en faveur de méthodologies de décolonisation.

3. ANALYSE

Les changements climatiques constituent un phénomène global qui n'est pas confiné à une seule région du monde, bien que les pays en voie de développement soient actuellement les plus susceptibles d'en subir les effets néfastes. Néanmoins, le fait de mettre de l'avant le caractère vulnérable des femmes des pays du Sud engendre le risque de renforcer le stéréotype négatif de la femme passive, impuissante et dont la voix n'est pas entendue. De même, cela peut contribuer à creuser le fossé entre la réalité des femmes des pays du Sud et celle des femmes des pays du Nord et à entretenir la conception selon laquelle « les changements climatiques sont un problème pour « eux » et non pour « nous » » (traduction libre de : MacGregor, 2010). En d'autres termes, cela risque de renforcer la distanciation de leur réalité par rapport à la nôtre vis-à-vis des changements climatiques. C'est le cas non seulement entre différents pays, mais également au sein d'un même pays envers les minorités visibles, en particulier les communautés autochtones. En effet, le précédent chapitre mettait en lumière le fait qu'au Canada, les formes de colonialisme encore présentes aujourd'hui exacerbent cette impression d'éloignement vis-à-vis de la réalité des communautés autochtones. Le chapitre précédent servait également à démontrer la nécessité de transformer notre vision de la femme, d'une personne vulnérable à une personne capable de contribuer à la résolution de la crise climatique.

En outre, le fait de percevoir les femmes en tant que victimes des changements climatiques a pour conséquence de minimiser leur potentiel en tant qu'actrices de changement et comme faisant partie intégrante de la solution. La femme « en tant que victime » est une figure que l'on retrouve fréquemment dans la littérature sur le genre et l'environnement, de même que la figure de la femme dite « vertueuse », souvent associée aux femmes des pays du Nord dont la conscience environnementale est considérée comme supérieure celle des hommes.

3.1 La femme vertueuse ou vulnérable

Seema Arora-Jonsson est professeure au Département du développement urbain et rural à la Swedish University of Agricultural Sciences. Ses recherches et champs d'intérêt impliquent un regard critique sur les théories du développement rural, la gouvernance environnementale et le genre. À partir de la littérature sur le genre et les changements climatiques, Arora-Jonsson (2011) constate que deux thèmes sont prédominants, d'une part les femmes comme étant vertueuses, d'autre part comme étant vulnérables vis-à-vis de l'environnement. Cette perception de la femme vertueuse ou vulnérable repose d'une part sur le constat selon lequel les femmes polluent moins que les hommes dans les pays développés et ont une conscience environnementale plus élargie, et d'autre part sur le constat selon lequel les femmes des pays du Sud seront davantage affectées par les effets des changements climatiques que les hommes. Le caractère vertueux des femmes dans les pays du Nord est souvent, au sein des recherches et analyses, attribué au fait

que celles-ci seraient plus sensibles aux risques que posent les changements climatiques, davantage prêtes à effectuer des changements de comportements et plus enclines à « supporter des politiques et mesures drastiques vis-à-vis des changements climatiques » (traduction libre de : Arora-Jonsson, 2011).

Toujours selon Arora-Jonsson, le fait de s'attarder sur le caractère soit vertueux soit vulnérable des femmes a pour effet contreproductif de détourner l'attention des relations de pouvoir et des inégalités au sein des institutions et des discours entourant les changements climatiques, notamment en « réitérant des déclarations à propos des femmes vulnérables du Sud et les femmes pro-environnementales du Nord », ce qui a pour effet de « renforcer les biais entre le Nord et le Sud ». (traduction libre de : Arora-Jonsson, 2011) Cela pose également un risque quant aux généralisations hâtives.

En guise d'exemple, Arora-Jonsson mentionne que ce point de mire sur la vulnérabilité des femmes a eu pour réponse la féminisation des programmes anti-pauvreté, qui a contribué au problème plutôt que de le résoudre « en mettant sur les épaules des femmes la charge de régler les problèmes de pauvreté » (traduction libre de : Arora-Jonsson, 2011). Par contre, certains auteurs déplorent le fait que, en termes d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, l'accent est mis sur les solutions technologiques et reposent donc sur des groupes majoritairement constitués d'hommes (Arora-Jonsson, 2011), alors qu'il serait bénéfique d'impliquer les femmes. Il est à noter que bien que les relations inégales de pouvoir entre les genres ne soient pas à la source des changements climatiques, celles-ci déterminent généralement la façon dont l'environnement est géré (Arora-Jonsson, 2011).

De plus, toujours selon Seema Arora-Jonsson, le fait d'associer le genre féminin à la vulnérabilité ou la vertu a pour effet néfaste de détourner l'attention du cœur du problème, tant pour les pays du Nord que pour ceux du Sud, soit les inégalités de pouvoir et de genre dans la prise de décision en gestion environnementale. Ainsi, le genre est perçu comme une simple binarité comprenant son lot de désavantages pour la femme, et non pas comme l'intersection de relations de pouvoir. En d'autres termes, le fait de reléguer le genre à une simple binarité homme/femme fait passer outre l'analyse des relations de pouvoir au sein des études du genre et du climat.

Le présent essai vise plutôt à aller au-delà de la catégorisation des femmes comme étant vulnérables ou vertueuses et plaide plutôt pour la considération de celles-ci en tant qu'agentes de changement en termes d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Pour Valérie Lefebvre-Faucher, « il n'est pas nécessaire que les femmes se réclament elles-mêmes écoféministes » (Chebl, 2019). Le terme « écoféminisme » est perçu comme étant souvent revendiqué par des femmes blanches occidentales, qui s'y identifient plus aisément. Au contraire, les femmes autochtones « qui ont toujours tenu les enjeux du territoire et de l'écologie au cœur de leurs revendications » n'ont pas besoin de l'étiquette. (Chebl, 2019)

Bien que le présent essai cherche à mettre en lumière les opportunités que représentent la théorie écoféministe en regard des changements climatiques, la prochaine section présente les critiques adressées à cette théorie. Celles-ci remettent en question la réelle capacité de la théorie à outrepasser l'association de la femme à la nature. La principale critique adressée est celle de l'essentialisme sous-jacent à la théorie écoféministe.

3.2 La critique essentialiste

L'essentialisme est défini par la tendance à attribuer des caractéristiques innées aux femmes et à présumer que la femme possède des attributs « présociaux et innés » (Carlassare, 2016). Certaines écoféministes établissent un rapprochement entre la nature et la femme qui tire son origine dans des processus biologiques tels que l'allaitement et la capacité à donner naissance. C'est cet essentialisme, soit la définition de l'identité des femmes sur la seule base de leurs caractéristiques biologiques, qui fait l'objet de critiques de la part de certaines féministes. (Dailey, 2017)

La critique essentialiste fut notamment employée par King (1989) et Merchant (1980), qui considèrent que le rapprochement essentialiste entre les femmes et la nature a pour effet pervers de nuire à la libération des femmes. Un argument souvent entendu est celui selon lequel le rapprochement effectué n'est pas libérateur mais une simple raison pour poursuivre la subordination des femmes (Wilson, 2005). La théorie écoféministe peut donc donner lieu à une association des femmes à la nature n'atteignant pas le but recherché. La notion d'essentialisme constitue un « point de divergence entre les théories féministes et écoféministes » (Réseau québécois des groupes écologistes [RQGE], s. d.). Il s'agit donc d'un élément de désaccord au sein des théoriciennes de l'écoféminisme. En effet, selon Émilie Hache (2016), cette critique de l'essentialisme restreint de nombreuses personnes dans leur identification au courant écoféministe. La question qui se pose alors est de savoir si les femmes ont une position privilégiée pour s'engager dans les luttes écologiques de par leur proximité, socialement construite, avec la nature, ou si cette proximité n'est pas plutôt limitante. (Larrère, 2016)

Selon Annie Rochette, en réponse à cette critique de l'essentialisme pouvant être adressée à l'écoféminisme :

« Les féministes se sont longtemps méfiées de l'écoféminisme, en raison des liens qui y sont faits entre nature et femme. Il serait facile de verser dans un "essentialisme" qui affirmerait que, par nature, les femmes sont comme ci et les hommes sont comme ça. Ce type de dérive biologique est en fait très marginal dans la littérature écoféministe, qui se concentre davantage sur les aspects socioéconomiques » (Gouvernement du Québec, 2014).

Selon Larrère (2015), le rapprochement entre les femmes et la nature ne mène pas à la naturalisation de celles-ci, mais plutôt à la remise en question de la naturalité. Ainsi, bien que cette idée sujette à débat en ce qui a trait à l'identité féminine puisse être pertinente dans certains contextes, elle ne sera pas traitée plus en détail dans cet essai.

En plus de la critique essentialiste, une potentielle critique à l'égard du mouvement écoféministe est celle dite du privilège.

3.3 La critique du privilège

Bien que l'oppression commune des femmes et de la nature permette un leadership féminin sur les questions climatiques, il importe de reconnaître que les femmes n'ont pas toutes le même degré de familiarité envers différentes oppressions (Centre for Feminist Foreign Policy, 2016). En effet, tout comme pour les femmes en situation de pauvreté et les femmes des pays du Sud, les femmes autochtones sont susceptibles de ressentir encore plus grandement les impacts des changements climatiques, cela étant notamment dû à des causes sous-jacentes et historiques telles que le colonialisme, le racisme et les inégalités sociales (WECAN, 2018). De façon plus tangible, cela s'explique par leur dépendance plus directe (survie) envers les ressources naturelles. En outre, « les sécheresses, les inondations et les autres événements climatiques extrêmes menacent grandement les femmes, souvent responsables de l'approvisionnement en nourriture, en eau et en énergie » (traduction libre de : WECAN, 2018). Sans compter les violences sexuelles que sont susceptibles de subir les femmes vivant dans des communautés où des industries extractives se sont établies.

Certaines critiques dénoncent le fait que l'écoféminisme ne concernerait que les femmes privilégiées du Nord. Hache (2016) présente une critique provenant de femmes racisées. Celles-ci peuvent éprouver de la difficulté à s'identifier au courant féministe ou écologiste pour les raisons exprimées ci-après.

« Ces termes ont une histoire et que ce n'est pas la leur. Leur histoire est celle de l'intrication de la construction sociale de la race et de la nature dans la modernité et en particulier aux ÉU, très largement ignorée à l'inverse par l'histoire environnementale dominante comme des mouvements environnementaux *mainstream*. Cette histoire longue s'enracine dans celle de la colonisation des Amériques et prend des formes spécifiques en fonction des communautés concernées – de l'esclavage aux industries polluantes implantées sur d'anciens sites de plantations pour les populations noires ; de la confiscation de leurs terres jusqu'à l'implantation des complexes militaro-nucléaires à proximité des espaces alloués aux populations natives-américaines. Or pour toutes ces femmes, la colonisation et son corollaire, le fait d'être racisées, est la forme d'oppression prédominante, avant celle d'être des femmes, ayant précisément pour effet de venir « informer » leur rapport à la nature d'une manière spécifique. » (Hache, 2016)

Il est pertinent de se questionner à savoir si l'écoféminisme profite réellement à toutes les femmes. Par exemple, les femmes autochtones ne bénéficient pas nécessairement des apports de cette théorie. Selon Chandra Talpade Mohantys, ce n'est pas le fait d'être une femme qui unit les femmes au sein des pays en voie de développement, mais plutôt leur expérience commune de domination et d'oppression. En effet, bien que celles-ci n'évoluent pas nécessairement dans la même culture, elles ont vécu des expériences similaires de colonisation qui ont modifié en profondeur l'organisation de leurs sociétés. (John, 2015) Dans le contexte canadien, les femmes autochtones appartiennent à un environnement social distinct du pays développé qu'est le Canada, avec une culture et des pratiques qui leur sont propres.

La perspective écoféministe permet de comprendre les causes profondes de la vulnérabilité vis-à-vis des changements climatiques et d'envisager des solutions qui, plutôt que d'exacerber les injustices et les inégalités, auront plutôt pour effet de les réduire (Djouidi et al., 2016). Elle permet également de faire le pont entre le féminisme, qui n'a pas de dimension environnementale, et l'éthique environnementale, en lui ajoutant une dimension féministe (Encyclopedia, s. d.). La section ci-après vise à démontrer qu'afin de bénéficier de l'apport constructif des femmes quant à la protection de l'environnement, des stratégies proactives doivent être adoptées afin de promouvoir la participation de celles-ci. (Collins, 2019)

3.4 L'écoféminisme, une avenue pour faire face à la crise écologique?

La présente section vise à explorer les potentiels apports de la théorie écoféministe à la politique canadienne. Au Canada, la recherche entourant les impacts des changements climatiques sur les femmes historiquement marginalisées, telles que les femmes autochtones, demeure minimale. (Williams et al., 2018) Pourtant, le présent essai aura démontré que les changements climatiques impactent d'une façon différente les femmes historiquement marginalisées, notamment parce que leur capacité à faire entendre leurs voix est limitée par les formes de colonialisme encore à l'œuvre et le manque de crédibilité qui leur est accordé.

Dans un contexte d'urgence climatique, il est crucial de se tourner vers un système qui protégerait à la fois l'environnement et les personnes marginalisées. L'écoféminisme se positionne alors non en tant que solution absolue à la crise climatique, mais en tant que rappel de « la possibilité de répondre collectivement à une situation catastrophique » (Hache, 2016). De la mise en lumière de ces intersections de race, de colonialisme et de genre émerge l'importance de considérations écoféministes, notamment au niveau de la politique fédérale.

Comme noté par Karen J. Warren en 1987, la féministe américaine et théologienne catholique Rosemary Ruether écrivait, dans son ouvrage *New Woman/New Earth*, qu'il faut « unir les demandes des mouvements

de femmes avec celles du mouvement environnemental afin d'envisager une refonte radicale des relations socio-économiques et des valeurs de base dans la société » (traduction libre de : Warren, 1987). De ce fait, les femmes doivent se rendre compte que leur émancipation est impossible dans une société qui perpétue un modèle de domination. Ainsi, le mouvement féministe et le mouvement écologiste sont interreliés en ce qu'ils réclament tous deux un nouveau système de valeurs autre que celui valorisant la domination. « La reconnaissance de relations de pouvoir déséquilibrées doit également nécessairement impliquer la reconnaissance des schémas de résistance, de contestation et d'émancipation qui sont étroitement liés au pouvoir » (traduction libre de : Djoudi et al, 2016).

L'écoféminisme a pour contribution positive de permettre un nouveau regard sur des potentiels biais oppressifs en élaborant des analyses et des positions environnementales non sexistes. Ce regard critique est nécessaire alors que le contexte politique et les discours dominants montrent que les intentions d'intégration de la dimension du genre à travers des déclarations féministes (le cas de Justin Trudeau a été mentionné précédemment) sont peu, voire pas traduites en actions et en des décisions concrètes. Il s'agit alors de demeurer critique devant des prétentions féministes alors que les actions entrent finalement en contradiction avec les intentions. Ainsi, le féminisme porte le risque d'être utilisé à travers le discours afin de se prévaloir d'une conscience environnementale qui considère la voix des femmes. En d'autres termes, il s'agit d'une instrumentalisation du discours féministe où les intentions de ce discours ne sont pas traduites en actions concrètes.

La théorie écoféministe établit le constat selon lequel les relations de pouvoir peuvent avoir pour effet néfaste de marginaliser certaines voix, notamment celles des femmes autochtones. Cette marginalisation est même susceptible de s'effectuer à l'intérieur des débats académiques entourant l'écoféminisme. L'effacement de leurs voix est évident dans les discussions entourant les enjeux environnementaux, tant au niveau politique que théorique. Dans ces sphères, leur apport reste encore minime.

Il est crucial d'explorer la façon dont le discours dominant à l'intérieur de la société répond à la crise climatique. Il est intéressant de se pencher sur la façon dont les changements climatiques impactent les femmes ayant été historiquement marginalisées, telles que les femmes autochtones, mais surtout, comment les discours dominants entourant la réponse à la crise climatique ou le développement de projets industriels contribuent à réduire au silence ces voix²¹. Une telle analyse permet de percevoir les liens entre la violence

²¹ En plus des discours ayant pour effet de réduire au silence des voix féminines, certains discours sexistes, inappropriés dans un contexte où l'attention devrait être portée sur les enjeux environnementaux, émergent et écartent l'attention portée à ces enjeux. Un exemple récent s'est produit en marge de la rencontre annuelle du G7 en août 2019 et des discussions entourant les feux ravageant l'Amazonie. L'attention médiatique s'est alors arrêtée sur le tollé causé par le président brésilien Bolsonaro suite à son commentaire sur une publication Facebook qui s'en prenait à l'apparence de la femme du président français Macron en la comparant à l'apparence de la sienne, de 29 ans plus jeune. (Taylor,

environnementale ayant cours sur le territoire des communautés autochtones, les changements climatiques, la violence basée sur le genre et le colonialisme.

Les formes de colonialisme encore à l'œuvre limitent les contributions possibles des savoirs autochtones, notamment des savoirs détenus par les femmes et leurs points de vue entourant les changements climatiques, dans les politiques d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Par exemple, bien que les femmes Inuites aient un rôle important dans leurs communautés, notamment en matière d'environnement, ce rôle n'est pas apparent au sein des structures institutionnelles (Cuerrier et al., 2015).

Pourtant, la prise en compte des savoirs, des connaissances locales et des valeurs propres aux communautés autochtones permettrait d'informer les processus décisionnels afin d'adopter des stratégies plus responsables sur le plan environnemental (Williams et al., 2018). Parmi les éléments-clés retenus par la Banque Mondiale afin d'améliorer la participation des autochtones envers la protection de la biodiversité, on retrouve le soutien des réseaux de femmes autochtones, qui détiennent dans de nombreuses communautés des savoirs ancestraux relatifs à l'environnement (Sobrevila, 2008). Les femmes autochtones, entre autres au Canada, font preuve de leadership en matière d'activisme contre l'extraction, l'exploitation et le transport de combustibles fossiles (Manuel, 2015). Des réformes législatives, politiques et pratiques seraient nécessaires afin de permettre aux communautés autochtones de s'exprimer sur des projets d'exploitation sur leur territoire. (MacGregor, 2010)

L'intégration de l'expertise des femmes autochtones quant aux changements climatiques est marginale, voire inexistante au sein des politiques climatiques au Canada (Williams et al., 2018). La réalité autochtone est pourtant source de *counter-narratives*²² au discours dominant entourant les changements climatiques. Un des constats principaux est celui selon lequel une plus grande reconnaissance de l'apport des groupes d'individus marginalisés, tels que les peuples autochtones, est vitale. C'est pourquoi davantage de recherche devrait se pencher, non seulement sur les impacts des changements climatiques sur les femmes historiquement marginalisées au Canada (Williams et al., 2018), mais également sur l'importance de leur voix dans la réponse collective qui sera apportée à la crise climatique.

2019, 26 août) Ce commentaire jugé sexiste a reçu l'attention des médias, détournant alors l'attention sur le corps des femmes dans un contexte de crise environnementale.

²² Ces contre-narratifs sont des points de vue alternatifs racontés à contre-courant des discours dominants dans une société. La définition de ce terme part du principe que les personnes en position de pouvoir ne peuvent prendre la parole pour les individus « en marge », et que ce sont ces derniers qui sont les mieux placés pour faire entendre leurs perspectives. Les contre-narratifs constituent un espace de résistance vis-à-vis d'une domination ou d'une marginalisation historique. L'effet recherché est de conférer du pouvoir à ces individus en « choisissant leurs propres mots et en racontant leurs propres histoires », pour que ces discours soient plus représentatifs de leur réalité (Mora, 2014).

L'organisation Women Deliver plaide pour que l'implication des femmes et des femmes autochtones soit renforcée, notamment au sein des négociations climatiques. Pour cette organisation, il s'agit également d'impliquer les femmes lors du développement de politiques et de stratégies de protection de l'environnement. Les politiques développées doivent être sensibles au genre²³ et aux effets différenciés des changements climatiques selon celui-ci. Par exemple, elle suggère d'investir dans des initiatives relatives aux énergies renouvelables « qui reflètent les connaissances, besoins et rôles des femmes, tout en incorporant les compétences et les pratiques traditionnelles autochtones » (traduction libre de : Women Deliver, s. d.).

Ainsi, le fait de reconnaître les points de vue des femmes autochtones constitue un pas vers la prise en considération d'un savoir traditionnel pouvant contribuer à une plus grande durabilité environnementale et constitue un pas vers l'égalité des genres (Native Women's Association of Canada). À l'opposé, il existe un risque de tendre vers une plus grande marginalisation des femmes si les programmes et politiques d'équité de genre ne sont pas planifiés et implantés de manière proactive (Williams et al., 2018 et Griffin Cohen, 2017). Par exemple, dans le secteur des énergies renouvelables, les femmes sont sous-représentées. Il serait pourtant important de soutenir l'implication des femmes dans ce domaine. Ainsi, il est fondamental de mettre le leadership féminin et les droits des femmes au centre de la protection de l'environnement.

3.5 Avenues et solutions quant à l'intégration de la perspective de genre au sein de la lutte et l'adaptation aux changements climatiques

Williams et al. (2018) présentent différents types d'implications de la part des femmes vis-à-vis de la crise climatique susceptibles d'informer les stratégies d'adaptation. Parmi ces implications, on retrouve l'activisme des femmes autochtones, qui proposent de nouvelles façons de faire en termes d'action climatique. Parallèlement, l'émergence de travaux de féministes insistant sur les biais de genre relatifs aux discours entourant les changements climatiques et les politiques est constatée. Au-delà des politiques et mesures législatives, l'action à l'échelle locale revêt une grande importance, notamment via l'action de groupes de femmes et de groupes écologistes. La collaboration et le travail conjoint entre ces deux groupes permettraient de mieux faire connaître les enjeux écoféministes. Il serait intéressant d'organiser des formations et des activités de renforcement des capacités s'adressant aux femmes afin de les soutenir dans leurs luttes et faciliter leur accès aux connaissances, aux lois et autres outils relatifs à l'objet de leur lutte en lien avec les changements climatiques. Christiana Figueres, la secrétaire exécutive de la CCNUCC, a

²³ C'est-à-dire refléter une compréhension de la réalité des femmes et répondre à leurs forces et leurs défis.

d'ailleurs statué que le renforcement des capacités d'action des femmes jouera un rôle décisif pour relever les défis que posent la crise climatique (Williams, Fletcher, Hanson, Neapole et Pollack, 2018).

L'action des organisations de femmes œuvrant à l'échelle locale est fondamentale, notamment par leur capacité à mobiliser et inspirer les femmes à réduire leur empreinte écologique. On pense également à l'incitation à faire des choix de consommation plus éclairés et à la gestion des matières résiduelles, notamment avec le mouvement zéro déchet. Williams et al. (2018) mentionnent également les organisations et réseaux internationaux mis sur pied par des femmes et mettant de l'avant des principes féministes pour agir en regard des changements climatiques.

Puis, il serait crucial d'inclure systématiquement les femmes dans les efforts d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Par exemple, dans les cas de préparation et de prévention des catastrophes naturelles, il s'agirait d'adopter une approche sensible au genre. Cela pourrait passer par l'adoption d'approches de financement qui seraient sensibles au genre. De façon plus générale, le renforcement des droits des femmes est nécessaire. (Women Deliver, 2018)

Tel qu'avancé par le Réseau québécois des groupes écologistes et le Réseau des femmes en environnement, l'absence de données sensibles au genre est un obstacle à l'intégration du genre au sein de la lutte et l'adaptation aux changements climatiques. Dans un contexte d'étude d'impacts ou toute étude menée en amont de projets extractifs, il serait crucial d'inclure une analyse dont les impacts sur les femmes sont considérés. (RQGE, s. d.)

Enfin, au niveau gouvernemental, il serait vital d'intégrer un cadre conceptuel écoféministe au sein de la politique canadienne.

3.6 Considérations politiques

Le rôle politique des femmes dans nos gouvernements représentatifs a tardé et tarde encore à être accepté. Il est donc important de réfléchir à la véritable place que l'on accorde aux femmes au sein de nos gouvernements. Il existe un principe de renforcement de la démocratie qui consiste en ce qu'il n'y ait pas plus de 60 % d'hommes ou de femmes (ou au moins 40 %) au sein des instances gouvernementales. Ce principe pourrait être appliqué à tous les groupes qui élaborent des politiques publiques. (Women's Action Agenda 21, s. d.)

À travers les luttes écoféministes, les femmes réclament leur droit d'amener leurs perspectives, valeurs, compétences et expériences à l'intérieur de la sphère décisionnelle et politique, et ce, sur un pied d'égalité

avec les hommes (Women's Action Agenda 21, s. d.). Cependant, au-delà de l'égalité des droits et de la parité, au cœur du mouvement écoféministe se trouve le désir de mener un mouvement populaire et plus démocratique. Ainsi, l'écoféminisme lève le voile sur l'utopie selon laquelle les problèmes environnementaux pourront être résolus par des changements économiques, techniques ou technologiques, et qu'il s'agit plutôt de repenser nos modes de vie. L'écoféminisme constitue une autre façon de « faire de la politique » (Hache, 2016) et s'inscrit donc dans des formes de démocratie alternative (Larrère, 2017), à l'écart de l'État. Il s'agit, pour reprendre les mots de Larrère (2017), de vivre politiquement l'expérience d'un rapport collectif à la nature.

Le féminisme est aujourd'hui pertinent en ce qu'il peut informer les actions entreprises à différentes échelles sur la voie d'une plus grande justice environnementale (Centre for Feminist Foreign Policy, 2016). Au final, le dépassement du seuil de capacité de notre planète et la crise climatique constituent une véritable « voie émancipatrice » basée sur un « processus d'invention collective de l'avenir » (traduction libre de : Djoudi et al., 2016). Cette analyse aura permis de démontrer que l'écoféminisme, dans une optique de décolonisation, propose une voie innovante et prometteuse.

CONCLUSION

Cet essai vise à démontrer que les changements climatiques ne constituent pas un enjeu neutre vis-à-vis du genre. Incontestablement, considérer la crise climatique comme une crise où le genre revêt peu d'importance nous fait prendre le risque de passer à côté de l'importante contribution que les femmes en tant qu'agentes de changement d'une part, et que l'écoféminisme en tant que théorie d'autre part, peuvent apporter dans la résolution de cette crise. (Centre for Feminist Foreign Policy, 2016) Une perspective écoféministe sur les changements climatiques est donc nécessaire, en réitérant la nécessité d'aller au-delà du paradigme selon lequel les femmes sont les plus vulnérables vis-à-vis des changements climatiques pour s'attarder à leur capacité d'agir et de participer aux décisions.

Historiquement, les femmes ont été sous-représentées, voire exclues des processus de décision relatifs à l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Bien que les femmes aient un rôle clé à jouer dans l'adaptation aux changements climatiques, elles rencontrent des obstacles sociaux, politiques et économiques qui limitent leur participation aux négociations entourant les changements climatiques et leur contribution à l'émergence des politiques environnementales. Il est crucial de les inclure dans ces processus afin de favoriser le développement de politiques d'adaptation climatique réellement efficaces et sensibles au genre. (Figueiredo et Perkins, 2011)

Le présent essai explore également la façon dont le discours dominant sur les changements climatiques porte le risque de réduire au silence les voix des personnes les plus marginalisées. Un des objectifs sous-jacents à cet essai était de dévoiler certaines lacunes dans les discours dominants sur les changements climatiques, en particulier l'absence de prise en compte des enjeux de genre et des relations de pouvoir ayant pour effet de réduire au silence certaines voix. Il a plutôt été argumenté que l'apport de ces voix, appartenant aux femmes et aux femmes autochtones, dans la quête de solutions à la crise climatique, est essentiel. L'intersectionnalité de leur genre et de leur statut autochtone dote les femmes autochtones de rôles, de responsabilités et de connaissances particulières qui s'avèrent extrêmement pertinents dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques. Toutefois, ces rôles et responsabilités accroissent leur vulnérabilité par rapport à ces changements. Le contexte énergétique canadien a été brièvement exploré dans le cadre de cet essai afin d'illustrer que des pratiques coloniales sont encore à l'œuvre. La réalité autochtone est une source de contre-récits (*counter-narratives*) aux paradigmes actuels et elle peut donc informer et contribuer à la théorie écoféministe en tant que création d'un nouveau paradigme.

Les femmes autochtones peuvent offrir un apport intéressant à la théorie écoféministe, notamment de par leurs actions de résistance. Toutefois, il serait erroné de penser que l'écoféminisme est nécessairement bénéfique pour toutes les femmes, dont les femmes autochtones. Il a été discuté que l'écoféminisme peut

être une avenue intéressante dans l'adaptation aux changements climatiques, bien qu'il importe de demeurer critique puisqu'il n'est pas toujours bénéfique pour les communautés autochtones de s'y identifier. Afin d'être une avenue réellement émancipatrice pour ces femmes, l'écoféminisme doit adopter une attitude favorable à la décolonisation, par exemple en incluant des pratiques, protocoles et méthodologies propres aux communautés autochtones. Le présent essai a donc montré l'importance d'un véritable écoféminisme décolonial.

L'auteure de cet essai abonde donc dans le sens qu'il ne peut y avoir de solution aux enjeux environnementaux sans s'attaquer aux injustices sociales, notamment aux inégalités de genre et entre groupes ethniques. Les problèmes environnementaux et sociaux de même que leurs solutions doivent être appréhendés de façon interconnectée, tel que le prévoit la théorie écoféministe. Les perspectives multiples de cette théorie se rejoignent dans l'objectif de déconstruire les liens construits entre les femmes et la nature et qui sont source d'oppression. (Wilson, 2005) Ainsi, la théorie écoféministe fournit des pistes d'analyse utiles afin de mettre en lumière les inégalités et les relations de pouvoir au sein de la gouvernance climatique. Les perspectives féministes sont essentielles à la construction d'une gouvernance climatique tenant compte du genre et des principes d'égalité et de justice climatique.

En somme, le présent essai porte assurément sur un domaine d'études complexe. Son objectif n'est pas de proposer des solutions concrètes, mais de faire réfléchir à la place accordée aux voix féminines dans la gestion des risques climatiques et environnementaux et de susciter le débat.

Dans un contexte inquiétant de par la rapidité des changements auxquels l'humanité tout entière fait face, la théorie écoféministe offre une avenue permettant de nourrir l'espoir, et ce, « grâce à la radicalité et l'utopisme de ses idées » (Hache, 2016).

LISTE DES RÉFÉRENCES

- American Geosciences Institute. (2019). What are tar sands? Repéré à <https://www.americangeosciences.org/critical-issues/faq/what-are-tar-sands>
- Amnistie internationale. (2016). Out of sight, out of mind: Gender, indigenous rights, and energy development in Northeast British Columbia, Canada. Repéré à <https://www.amnesty.ca/sites/default/files/Out%20of%20Sight%20Out%20of%20Mind%20EN%20Embargoed.pdf>
- Anderson, K. et Lawrence, B. (2005). Introduction to “Indigenous women: The state of our nations”. *Atlantis*, 29(2). Repéré à <http://journals.msvu.ca/index.php/atlas/article/view/1041>
- Arora-Jonsson, S. (2011). Virtue and vulnerability: Discourses on women, gender and climate change. *Global Environmental Change*, 21(2), 744-751. Repéré à https://www.researchgate.net/publication/241103441_Virtue_and_vulnerability_Discourses_on_women_gender_and_climate_change
- Association des femmes autochtones du Canada. (2015). *Aboriginal women and aboriginal traditional knowledge (ATK): Input and insight on aboriginal traditional knowledge*. Repéré à <https://www.nwac.ca/wp-content/uploads/2015/05/2014-NWAC-Aboriginal-Women-and-Aboriginal-Traditional-Knowledge-Report1.pdf>
- Association des femmes autochtones du Canada. (2018). *Indigenous gender-based analysis for informing the canadian minerals and metals plan*. Repéré à https://www.minescanada.ca/sites/default/files/indigenous-gender-based-analysis-cmmp_.pdf
- Astruc, L. (2014). *Vandana Shiva : pour une désobéissance créatrice* (1^{re} éd.). Arles, France : Actes Sud.
- Bédard, R. E. M. (2008). Keepers of the water: Nishnaabe-kwewag speaking for the water. Dans L. Simpson (dir.), *Lighting the eighth fire: The liberation, resurgence, and protection of indigenous nations* (p. 89-107). Winnipeg, Manitoba : ARP Books.
- Bilge, S. (2009). Théorisations féministes de l’intersectionnalité. *Diogenes*, 1(225), 70-88.
- Bonte, P. et Izard, M. (1991). *Dictionnaire de l’ethnologie et de l’anthropologie*. Paris, France : Presses universitaires de France.
- Brake, J. (2019, 18 juin). Trans Mountain approval met with promised resistance by First Nations. *APTN*. Repéré à <https://aptnnews.ca/2019/06/18/trans-mountain-approval-met-with-promised-resistance-by-first-nations/>
- Brooker, P. (2003). *A glossary of cultural theory*. New York, NY : Oxford University Press.
- Buckingham, S. (2016). Susan Buckingham. Repéré à <https://www.susanbuckingham.org>.
- Buckingham, S. et Le Masson, V. (2017). *Understanding climate change through gender relations*. Repéré à <https://ebookcentral.proquest.com/lib/usherbrookemgh-ebooks/reader.action?docID=4856309>
- Buzzetti, H. et Vastel, M. (2019, 19 juin). Ottawa donne le feu vert au projet d’expansion de l’oléoduc Trans Mountain. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/politique/canada/557001/ottawa->

approuve-l-expansion-du-pipeline-trans-
mountain?fbclid=IwAR1QDb7hpwBzRG3EFkX6Va8U8_clgTjIFoFNY1vd55cbMmlpCpsd6W-
O5jk

- Cameron, Emilie S. (2012). Securing indigenous politics: A critique of the vulnerability and adaptation approach to the human dimensions of climate change in the Canadian Arctic. *Global Environmental Change*, 22(1), 103-114. Repéré à <https://www.sciencedirect-com.ezproxy.usherbrooke.ca/science/article/pii/S0959378011001919>
- Carlassare, E. (2000). Socialist and cultural ecofeminism: Allies in resistance. *Ethics and the Environment*, 5(1), 89-106. Repéré à https://www.jstor.org/stable/27766057?seq=1#page_scan_tab_contents
- Carlassare, E. (2016). L'essentialisme dans le discours écoféministe. Dans É. Hache (dir.), *Reclaim : recueil de textes écoféministes* (p. 319-341). Paris, France : Éditions Cambourakis.
- Carmen, A. et Waghiyi, V. *Indigenous women and environmental violence*. Repéré à https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/EGM12_carmen_waghiyi.pdf
- Carson, R. (1962). *Silent spring*. Boston, MA : Houghton Mifflin Harcourt.
- CBC. (2019, 18 juin). House of Commons declares a climate emergency ahead of pipeline decision. *CBC News*. Repéré à <https://www.cbc.ca/news/politics/climate-emergency-motion-1.5179802>
- Centre for Feminist Foreign Policy. (2016). A woman's place in the displacement: Ecofeminism, indigenous knowledge systems, and statelessness. Repéré à <https://centreforfeministforeignpolicy.org/journal/2017/3/15/a-womans-place-in-the-displacement-ecofeminism-indigenous-knowledge-systems-and-statelessness>
- Chebl, M. (2019). Lutte contre le climat : une alliance des femmes et de l'écologie. Repéré à <https://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2019/03/18/lutte-contre-climat-alliance-femmes-ecologie>
- Chowdhry, G. et Nair, S. (2014). *Power, postcolonialism and international relations: Reading race, gender and class*. New York, NY : Routledge.
- Cladoosby, B., Forsman, L., Gobin, T. et Julius, J. (2019, 14 juin). The Trans Mountain pipeline is a disaster – but Trudeau can make it right. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/jun/14/trans-mountain-pipeline-expansion-trudeau-indigenous-communities>
- Colle, M. (2019). Feminism and ecology: the same struggle? – The shaping of ecofeminism. Repéré à <http://www.cadtm.org/Feminism-and-ecology-the-same-struggle-The-shaping-of-ecofeminism>
- Collins, C. (2019). Can improving women's representation in environmental governance reduce greenhouse gas emissions? Repéré à <http://climate.org/can-improving-womens-representation-in-environmental-governance-reduce-greenhouse-gas-emissions/>
- Comité québécois femmes et développement (CQFD). (s. d.). *L'intersectionnalité*. Repéré à <https://www.aqoci.qc.ca/-ressources-sur-l-egalite-femmes-hommes->

- Commission européenne. (s. d.). Adaptation to climate change. Repéré à https://ec.europa.eu/clima/policies/adaptation_en
- Connolly, A. (2019, 5 mai). 2 Indigenous leaders explain why they are on opposing sides of the Trans Mountain debate. *Global News*. Repéré à https://globalnews.ca/news/5237458/trans-mountain-pipeline-indigenous-leaders/beta/?utm_expid=.kz0UD5JkQOCoyMqxGqECg.1&utm_referrer=
- Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH). (2019). *Global extractivism and racial equality: Report of the special rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance*. Repéré à <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session41/Documents/>
- Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH). (2010). *The right to water*. Repéré à <https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet35en.pdf>
- Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). (2019). Introduction to gender and climate change. Repéré à <https://unfccc.int/topics/gender/the-big-picture/introduction-to-gender-and-climate-change>
- Couthard, G. S. (2015, 13 janvier). *The colonialism of the present* (A. B. Epstein, intervieweur) [Revue en ligne]. Repéré à <https://www.jacobinmag.com/2015/01/indigenous-left-glen-couthard-interview/>
- Cuerrier, A., Brunet, Nicolas D., Gérin-Lajoie, J., Downing, A. et Lévesque, E. (2015). The study of Inuit knowledge of climate change in Nunavik, Quebec: A mixed methods approach. *Human Ecology*, 43(3), 379-394. Repéré à <https://link.springer.com/article/10.1007/s10745-015-9750-4>
- D'Eaubonne, F. (1974). *Le Féminisme ou la mort* (1^{re} éd.). Paris, France : Pierre Horay Éditeur.
- D'Eaubonne, F. (1978). *Écologie/féminisme : révolution ou mutation?* Paris, France : Éditions A.T.P.
- Dailey, J. (2017). *The nature of identity: Ecofeminism, women's poetry, and reclaiming power through the recognition of parallel oppressions* (Senior Thesis, Eastern Michigan University, Ypsilanti, Michigan, États-Unis). Repéré à <https://commons.emich.edu/cgi/viewcontent.cgi?referer=https://www.google.com/&httpsredir=1&article=1516&context=honors>
- Davis, M. (2006). *Génocides tropicaux : catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900)*. Paris, France : La Découverte.
- Dictaan-Bang-oa, E. (2009). *Perishing past and pride: Indigenous women and climate change*. Repéré à http://www.isismanila.org/phocadownload/print/isispub/wia/wia2009-2/2wia09_13talkpoints_ellen.pdf
- Djoudi, H., Locatelli, B., Vaast, C., Asher, K., Brockhaus, M. et B. Sijapati, B. (2016). Beyond dichotomies: Gender and intersecting inequalities in climate change studies. *Ambio*, 45(3), 248-262. Repéré à <https://link.springer.com/article/10.1007/s13280-016-0825-2>
- Edwards, K. (2019). 'How we treat women': Worker camps make it possible to build infrastructure in remote locations in Canada. Is it worth the human cost? Repéré à <https://www.macleans.ca/how-we-treat-women/>

- Encyclopedia. (s. d.). Environmental Ethics: IV. Ecofeminism. Repéré à <https://www.encyclopedia.com/science/encyclopedias-almanacs-transcripts-and-maps/environmental-ethics-iv-ecofeminism>
- Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. (s. d.) *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, volume 1a*. Repéré à <https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1a-1.pdf>
- Environnement et Changement climatique Canada. (2016). *Trans Mountain pipeline ULC – Trans Mountain expansion project: Review of related upstream greenhouse gas emissions estimates*. Repéré à <https://www.ceaa.gc.ca/050/documents/p80061/116524E.pdf>
- Epstein, C. (2008). *The power of words in international relations: Birth of an anti-whaling discourse*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Fédération des femmes du Québec. (2019). Mot de la présidente : Des-Terres-Minées, extractivisme et réflexions féministes. Repéré à <https://ffq.qc.ca/mot-de-la-presidente-des-terres-minees-extractivisme-et/>
- Femmes autochtones du Québec (FAQ). (2018). *Femmes en résistance face à l'extractivisme : Analyse des enjeux soulevés lors de la rencontre internationale « femmes en résistance face à l'extractivisme »*. Repéré à <https://www.faq-qnw.org/wp-content/uploads/2018/09/2018.09.27-FINAL-Analyse-des-enjeux-soulevés-lors-de-la-Rencontre-internationale-Femmes-en-résistance-face-à-l'extractivisme.pdf>
- Femmes autochtones du Québec (FAQ). (2019). Summary of the international gathering “Women Resisting Extractivism”. Repéré à <https://www.faq-qnw.org/en/news/summary-of-the-international-gathering-women-resisting-extractivism/>
- Figueiredo, P. et Perkins, P. E. (2011). *Gender justice and climate justice: Community-based strategies to increase women's political agency in watershed management in times of climate change*. Repéré à <http://ccaa.iris.yorku.ca/wp-content/uploads/ccaa/2013/03/Gender-Justice-and-Climate-Justice.pdf>
- Fry, K. (2000). Learning, magic, & politics: Integrating ecofeminist spirituality into environmental education. *Canadian Journal of Environmental Education*, 5(1), 200-212. Repéré à <https://cjee.lakeheadu.ca/article/viewFile/310/238>
- Gandon, A.-L. (2009). L'écoféminisme : une pensée féministe de la nature et de la société. *Recherches féministes*, 22(1), 5-25. Repéré à <https://www.erudit.org/fr/revues/rf/2009-v22-n1-rf3334/037793ar/>
- Gerding, B. (2018, 2 juin). Is Trans Mountain worth the risk? *Yukon News*. <https://www.yukon-news.com/news/is-trans-mountain-worth-the-risk/>
- Gorecki, J. (2014). "No climate justice without gender justice": Women at the forefront of the People's Climate March. Repéré à <https://thefeministwire.com/2014/09/climate-justice-without-gender-justice-women-forefront-peoples-climate-march/>
- Gouvernement du Canada. (2019a). Les femmes et les changements climatiques. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/femmes.html>

- Gouvernement du Canada. (2019b). Climate change in indigenous and northern communities. Repéré à <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/eng/1100100034249/1100100034253>
- Gouvernement du Canada. (2019c). Émissions de gaz à effet de serre. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/emissions-gaz-effet-serre.html>
- Gouvernement du Canada. (2019d). Projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/campagne/trans-mountain.html>
- Gouvernement du Canada. (s. d.). Trans Mountain pipeline expansion project re-initiation of phase III crown consultations: Consultation approach with Indigenous Groups. Repéré à https://www.canada.ca/content/dam/nrcan-rncan/site/tmx/Consultation%20Approach_Mar29_EN.pdf
- Gouvernement du Québec. (2014). L'écoféminisme en lutte contre les changements climatiques. Repéré à <http://www.frqsc.gouv.qc.ca/fr/la-recherche/la-recherche-en-vedette/histoire/l-ecofeminisme-en-lutte-contre-les-changements-climatiques-xxdph2ln1510669091247>
- Gouvernement du Québec. (2016). L'écoféminisme en lutte contre les changements climatiques. Repéré à http://www.scientifique-en-chef.gouv.qc.ca/impacts/gender_lecofeminisme-lutte-contre-changements-climatiques/
- Grand dictionnaire terminologique de l'Office québécois de la langue française. (2019). Fiche terminologique : Intersectionnalité. Repéré à http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26532478
- Grant, P. (2013). Clayoquot sound. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/clayoquot-sound>
- Griffin Cohen, M. (2017). *Climate change and gender in rich countries: Work, public policy and action*. New York, NY : Routledge.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (s. d.). Working group I home. Repéré à <https://wg1.ipcc.ch>
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (2018). *Global Warming of 1.5 °C: An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5 °C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty*. Repéré à <https://www.ipcc.ch/sr15/>
- Hache, É. (2016). *Reclaim : recueil de textes écoféministes*. Paris, France : Éditions Cambourakis.
- Hancock, A. M. (2007). Intersectionality as a normative and empirical paradigm. *Politics & Gender*, 3(2), 248-254. Repéré à <https://www.cambridge.org/core/journals/politics-and-gender/article/intersectionality-as-a-normative-and-empirical-paradigm/CE656DB6D6AF9676D72418A6D2B49DBE>
- Harris, A. et King, Y. (1989). *Rocking the ship of state: Toward a feminist peace politics*. Boulder, CO : Westview Press.

- Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. (2013). *La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones*. Repéré à https://www.ohchr.org/Documents/Publications/UNDRIPManualForNHRIs_fr.pdf
- Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. (2019). Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Repéré à <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ViolenceAgainstWomen.aspx>
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). (2019a). Mettre fin à l'apatridie. Repéré à <https://www.unhcr.org/fr/apatrides.html>
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). (2019b). Sexual and gender-based violence. Repéré à <https://www.unhcr.org/sexual-and-gender-based-violence.html>
- Hébert, G. et Tremblay-Pepin, S. (2013). Qu'est-ce que l'extractivisme? Repéré à <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/quest-ce-que-leextractivisme>
- Hirsch, T. (2018). *Limiting global warming to 1.5°C: The climate risks and irreversible losses we must avoid*. Repéré à https://www.brot-fuer-die-welt.de/fileadmin/mediapool/2_Downloads/Fachinformationen/Analyse/Analyse_86_Limiting_Global_Warming.pdf
- Hobgood-Oster, L. (2002). *Ecofeminism: Historic and international evolution*. Repéré à <http://users.clas.ufl.edu/bron/PDF--Christianity/Hobgood-Oster--Ecofeminism-International%20Evolution.pdf>
- Institut de Recherche en Politiques Publiques. (2019). Operationalizing indigenous consent through land-use planning. Repéré à <https://irpp.org/fr/research-studies/operationalizing-indigenous-consent-through-land-use-planning/>
- Institut sur la gouvernance. (2019). Définir la gouvernance. Repéré à <https://iog.ca/fr/quest-ce-que-la-gouvernance/>
- Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). (2019). Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. Repéré à https://www.ipbes.net/system/tdf/ipbes_7_10_add-1-_advance_0.pdf?file=1&type=node&id=35245
- Jackson, H. (2019, 17 juin). National climate emergency declared by House of Commons. *Global News*. Repéré à <https://globalnews.ca/news/5401586/canada-national-climate-emergency/>
- Jain, S. (s. d.). Standing up for trees: Women's role in the Chipko movement. Repéré à http://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/bitstream/handle/10535/8402/Standing%20up%20for%20trees_%20Women%27s%20role%20in%20the%20Chipko%20Movement.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- John, S. (2015). Idle No More: Indigenous activism and feminism. *Theory in Action*, 8(4), 38-54. Repéré à http://www.sonjajohn.net/TheoryInAction_IdleNoMore_SonjaJohn.pdf
- Keeling, A. et Sandlos, J. (s. d.). Port Radium. Repéré à <http://www.toxiclegacies.com/port-radium/>

- Krauss, C. (2016). Des bonnes femmes hystériques : mobilisations environnementales populaires féminines. Dans É. Hache (dir.), *Reclaim : recueil de textes écoféministes* (p. 211-237). Paris, France : Éditions Cambourakis.
- L'Encyclopédie canadienne. (2019). Idle No More. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/idle-no-more>
- Larousse. (2019). Patriarcat. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/patriarcat/58689>
- Larrère, C. (2015). La nature a-t-elle un genre? Variétés d'écoféminisme. *Cahiers du Genre*, 59(2), 103-125. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2015-2-page-103.htm>
- Larrère, C. (2016). Postface : L'écoféminisme ou comment faire de la politique autrement. Dans É. Hache (dir.), *Reclaim : recueil de textes écoféministes* (p. 371-389). Paris, France : Éditions Cambourakis.
- Larrère, C. (2017). L'écoféminisme ou comment faire de la politique autrement. *Multitudes*, 67(2), 29-36. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2017-2-page-29.htm>
- MacGregor, S. (2010). 'Gender and climate change': From impacts to discourses. *Journal of the Indian Ocean Region*, 6(2), 223-238. Repéré à <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/19480881.2010.536669?needAccess=true>
- Manuel, A. (2015). *Unsettling Canada: A national wake up call*. Toronto, Ontario : Between the lines.
- McGlade, C. et Ekins, P. (2015). The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2 °C. *Nature*, 517, 187-190. Repéré à <https://www.nature.com/articles/nature14016>
- Mary Robinson Foundation. (2019). Principles of climate justice. Repéré à <https://www.mrfcj.org/principles-of-climate-justice/>
- McLachlan, Stéphane M. (2014). *Environmental and human health implications of the Athabasca oil sands for the Mikisew Cree First Nation and Athabasca Chipewyan First Nation in Northern Alberta*. Repéré à https://landuse.alberta.ca/Forms%20and%20Applications/RFR_ACFN%20Reply%20to%20Crown%20Submission%206%20-%20TabD11%20Report_2014-08_PUBLIC.pdf
- Merchant, C. (1996). *Earthcare: Women and the environment*. New York, NY : Routledge.
- Merriam-Webster. (2019). Discourse. Repéré à <https://www.merriam-webster.com/dictionary/discourse#h1>
- Michigan State University. (s. d.). About. Repéré à <https://kylewhyte.cal.msu.edu/about/>
- Mies, M. et Shiva, V. (2014). *Ecofeminism* (2^e éd.). Londres, Angleterre : Zed Books.
- Mora, R. A. (2014). *Key concepts in intercultural dialogue: Counter-narrative*. Repéré à <https://centerforinterculturaldialogue.files.wordpress.com/2014/10/key-concept-counter-narrative.pdf>

- National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA). (2013). Transporting Alberta oil sands products: Defining the issues and assessing the risks. Repéré à <https://repository.library.noaa.gov/view/noaa/2670>
- Nixon, L. (2015). Eco-feminist appropriations of indigenous feminisms and environmental violence. Repéré à <https://thefeministwire.com/2015/04/eco-feminist-appropriations-of-indigenous-feminisms-and-environmental-violence/>
- Nixon, R. (2011). *Slow violence and the environmentalism of the poor*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Norgaard, K. et York, R. (2005). Gender equality and state environmentalism. *Gender & Society*, 19(4), 506-522. Repéré à <https://pages.uoregon.edu/norgaard/pdf/Gender-Equality-Norgaard-York-2005.pdf>
- Oil Climate Index. (2015). Viewing total emissions. Repéré à <http://oci.carnegieendowment.org/#total-emissions?ratioSelect=perBarrel®ionSelect=North%20America>
- One Million Women. (s. d.). Our story. Repéré à <https://www.1millionwomen.com.au/our-movement/about-1-million-women/>
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (s. d.). *Gender, climate change and health*. Repéré à <https://www.who.int/globalchange/GenderClimateChangeHealthfinal.pdf>
- Penn-Roco, A. (2016). Standing rock and the erosion of tribal rights. *NLG Review*, 73(3), 176-179. Repéré à https://heinonline.org/HOL/AuthorProfile?action=edit&search_name=%20Penn-Roco,%20Amber&collection=journals
- Perspective monde. (2019). Féminisme. Repéré à <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1503>
- Peterson, V. S. et Runyan, A. S. (1999). *Global Gender Issues* (2^e éd.). Boulder, CO : Westview Press.
- Plumwood, V. Nature, self, and gender: Feminism, environmental philosophy, and the critique of rationalism. *Hypatia*, 6(1), 3-27. Repéré à https://www.jstor.org/stable/3810030?seq=1#metadata_info_tab_contents
- Prairie Climate Centre. (2018). Changement climatique : les principes de base. Repéré à <https://atlasclimatique.ca/changement-climatique-les-principes-de-base>
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2019). Genre, climat et catastrophes. Repéré à <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/gender-equality/gender--climate-and-disaster-resilience.html>
- Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE). (2014). *Genre et changements climatiques : introduction*. Repéré à <https://rqge.qc.ca/wp-content/uploads/2014/09/fiche1.pdf>
- Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE). (s. d.). *Analyses écoféministes des changements climatiques*. Repéré à <http://www.rqfe.org/sites/default/files/u1000/fiche6.pdf>
- Sellers, S. (2018). *Climate change and gender in Canada: A review*. Repéré à <https://wedo.org/wp-content/uploads/2018/04/GGCA-CA-RP-07.pdf>

- Sida. (2015). *Women, water, sanitation and hygiene*. Repéré à <https://www.sida.se/contentassets/1d733a7ede3c42ad802b452b70f7ef28/women-water-sanitation-and-hygiene.pdf>
- Smith, D. (s. d.). Le changement climatique dans l'arctique : une réalité chez les Inuits. Repéré à <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-changement-climatique-dans-larctique-une-realite-chez-les-inuits>
- Smith, L. T. (1999). *Decolonizing methodologies: Research and Indigenous Peoples*. London, Royaume-Uni : Zed Books.
- Snyder, J. (2019, 25 juin). Indigenous chiefs blast Ottawa's Trans Mountain consultation efforts ahead of key regulatory decision. *National Post*. Repéré à <https://nationalpost.com/news/indigenous-chiefs-blast-ottawas-trans-mountain-consultation-efforts-ahead-of-key-regulatory-decision>
- Sobrevila, Claudia. (2008). *The role of Indigenous Peoples in biodiversity conservation*. Repéré à <https://siteresources.worldbank.org/INTBIODIVERSITY/Resources/RoleofIndigenousPeoplesinBiodiversityConservation.pdf>
- Suzack, Cheryl. (2015). Indigenous feminisms in Canada. *NORA – Nordic Journal of Feminist and Gender Research*, 23(4), 261-274. Repéré à <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/08038740.2015.1104595>
- Taylor, A. (2019, 26 août). France's Macron accuses Brazil's Bolsonaro of 'incredibly disrespectful' comments about his wife. *The Washington Post*. Repéré à <https://www.washingtonpost.com/world/2019/08/26/frances-macron-accuses-brazils-bolsonaro-incredibly-disrespectful-comments-about-his-wife/>
- Terry, G. (2009). No climate justice without gender justice: An overview of the issues. *Gender and Development*, 17(1), 5-18. Repéré à <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13552070802696839>
- Trans Mountain. (s. d.a). Projet d'expansion. Repéré à <https://www.transmountain.com/fr/project-overview>
- Trans Mountain. (s. d.b). Notre histoire. Repéré à <https://www.transmountain.com/fr/history>
- Treaty, Lands & Resources Department, Tsleil-Waututh Nation. (s. d.). *Assessment of the Trans Mountain pipeline and tanker expansion proposal*. Repéré à https://twnsacredtrust.ca/wp-content/uploads/TWN_assessment_final_med-res_v2.pdf
- Tsleil-Waututh Nation Sacred Trust initiative. (s. d.). How would orcas be impacted by the proposed Trans Mountain pipeline? Repéré à <https://twnsacredtrust.ca/concerns/orcas/>
- Union of British Columbia Indian Chiefs. (2019). Canada approves TMX despite failing to achieve consent: Declaration of climate emergency rings hollow. Repéré à https://www.ubcic.bc.ca/canada_approves_tmx_despite_failing_to_achieve_consent
- Warren, Karen J. (1987). Feminism and ecology: Making connections. *Environmental Ethics*, 9(1), 3-20. Repéré à <https://philpapers.org/rec/WARFAE>

- Whyte, Kyle P. (2014). Indigenous women, climate change impacts, and collective action. *Hypatia*, 29(3), 600-616. Repéré à <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/hypa.12089>
- Williams, L., Fletcher, A., Hanson, C., Neapole, J. et Pollack, M. (2018). *Women and climate change impacts and action in Canada: Feminist, indigenous, and intersectional perspectives*. Repéré à https://www.criaw-icref.ca/images/userfiles/files/Women%20and%20Climate%20Change_FINAL.pdf
- Wilson, Kathi. (2005). Ecofeminism and First Nations peoples in Canada: Linking culture, gender and nature. *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, 12(3), 333-355.
- Women Deliver. (s. d.). Invest in women to tackle climate change and conserve the environment. Repéré à <https://womendeliver.org/investment/invest-women-tackle-climate-change-conserve-environment/>
- Women Deliver. (2018). *Invest in girls and women to tackle climate change and conserve the environment*. Repéré à https://womendeliver.org/wp-content/uploads/2017/09/Deliver_For_Good_Brief_10_09.17.17.pdf
- Women's Action Agenda 21. (s. d.). *Outcome of the Miami Women's Conference*. Repéré à <https://www.earthsummit2002.org/es/inter-agree/Women%20%26%20Sustainable%20Development%20Resources/Women%27s%20Action%20Agenda%201991.pdf>
- Women's Earth & Climate Action Network (WECAN). (2015). *Women's climate action agenda*. Repéré à https://docs.wixstatic.com/ugd/bf92a9_85932ad1a2164dadadd6c7d2e7f974fd.pdf
- Women's Earth & Climate Action Network (WECAN). (2018). Why women. Repéré à <https://www.wecaninternational.org/whywomen>
- Women's Earth Alliance. (2016). *Violence on the land, violence on our bodies: Building an indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf>
- Women's Pentagon Action. (2000). Unity statement. *Social Justice*, 27(4), 160-163. Repéré à https://www.jstor.org/stable/29768046?seq=1#page_scan_tab_contents

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, K. (2011). *Life stages and native women: Memory, teachings, and story medicine*. Winnipeg, Manitoba : University of Manitoba Press.
- Berman, T. (1993). Towards an integrative ecofeminist praxis. *Canadian Woman Studies*, 13(3), 15-18.
Repéré à <https://cws.journals.yorku.ca/index.php/cws/article/viewFile/10402/9491>
- Carabin, F. (2019, 23 juillet). Une meilleure consultation des Autochtones réclamée concernant les questions territoriales. *Métro*. Repéré à <https://journalmetro.com/actualites/2352329/une-meilleure-consultation-des-autochtones-reclamee-concernant-les-questions-territoriales/?fbclid=IwAR1v1R88aFr-AFWuoduYbICLXZ8pjYkWiQmrF5hKHj63yCg7B8wJG766dfE>
- Femmes autochtones du Québec (FAQ). (2018). FAQ s’oppose au financement du projet Trans Mountain. Repéré à <https://www.faq-qnw.org/news/faq-soppose-au-financement-du-projet-trans-mountain/>
- First Nations Development Institute. (2019). *Leveraging native lands, sovereignty and traditions*. Repéré à https://www.firstnations.org/wp-content/uploads/2019/04/Leveraging_Native_Lands_Sovereignty_and_Traditions_Models_and_Resources_for_Tribal_Ecological_Stewardship.pdf
- Gender and Environment Resource Center. (2019). EGI analysis & knowledge products. Repéré à <http://genderandenvironment.org/egi/information-knowledge-products/>
- Grusin, R. (2017). *Anthropocene feminism*. Minneapolis, MN : University of Minnesota Press.
- Institut européen pour l’égalité entre les hommes et les femmes. (2016). Gender in environment and climate change. Repéré à <https://eige.europa.eu/publications/gender-environment-and-climate-change>
- McNab, Miriam. (2015). Indigenous Women’s Issues in Canada. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/native-womens-issues>
- New Course. (2010). *Women, natural resource management, and poverty: A review of issues and opportunities*. Repéré à <http://anewcourse.org/wp-content/uploads/2014/04/women-natural-resource-management-and-poverty-PEW.pdf>
- Nielsen. (2016). *Trans Mountain expansion project: Final report*. Repéré à https://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/energy/pdf/Questionnaire-Nielsen_reportTMX_en.pdf
- ONU Femmes. (s. d.). Les femmes et l’environnement. Repéré <http://beijing20.unwomen.org/fr/in-focus/environnement#facts>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (s. d.). The United Nations fourth world conference on women. Repéré à https://www.un.org/en/events/pastevents/women_conf_beijing_1995.shtml
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2008). *Gender and sustainable development: Maximising the economic, social and environmental role of women*. Repéré à <https://www.oecd.org/social/40881538.pdf>

Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE). (s. d.). *Genre et changements climatiques à l'international*. Repéré à <http://rqfe.org/sites/default/files/u1000/fiche7.pdf?fbclid=IwAR0l80-W05BSzd-3PFIxJgF231K01DQbqFap30jwao1OEG6VBBgc6b83fgA>

Sessions, R. (1991). *Deep ecology versus ecofeminism: Healthy differences or incompatible philosophies?* *Hypatia*, 6(1), 90-107. Repéré à https://www.jstor.org/stable/3810035?seq=1#metadata_info_tab_contents